

A LA MEMOIRE DES 1 500 000 VICTIMES ARMENIENNES
24 avril 2020 : 105e anniversaire du génocide arménien de 1915
perpétré par le gouvernement Jeune-Turc

105 ans de déni : ça suffit !

VEILLE MEDIA

Mardi 17 Novembre 2020

Retrouvez les informations sur notre site :

<http://www.collectifvan.org>

Rubrique Info Collectif VAN :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

SOMMAIRE

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le Collectif VAN
[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] vous propose une revue de presse des informations parues dans la presse francophone sur les thèmes concernant le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, le génocide arménien, la Shoah, le génocide des Tutsi, les crimes perpétrés au Darfour, la Turquie, l'Union européenne, l'occupation de Chypre, etc... Nous vous suggérons également de prendre le temps de lire ou relire les articles mis en ligne dans la rubrique [Info Collectif VAN](#) et les traductions regroupées dans notre rubrique [Actions VAN](#). Par ailleurs, certains articles en anglais, allemand, turc, etc, ne sont disponibles que dans la newsletter Word que nous générons chaque jour. Pour la recevoir, abonnez-vous à la Veille-Média : c'est gratuit ! Vous recevrez le document du lundi au vendredi dans votre boîte email. Bonne lecture!

Loups Gris : menaces de mort contre les Arméniens d'Allemagne

16/11/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/11/loups-gris-menaces-de-mort-contre-les.html>

Presse arménienne : Revue du 14 au 16 novembre

17/11/2020 – Collectif VAN

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/11/presse-armenienne-revue-du-14-au-16.html>

Nora Martirosyan - Haut-Karabakh, la reconnaissance par le cinéma - 28 Minutes - ARTE

16/11/2020 - 28 minutes - ARTE

<https://www.youtube.com/watch?v=h7xrKa9TLpY&feature=youtu.be>

<https://www.arte.tv/fr/videos/097407-061-A/28-minutes/>

Le Haut-Karabakh, un test géopolitique

15/11/2020 - Michel Marian – Libération

https://www.liberation.fr/debats/2020/11/15/le-haut-karabakh-un-test-geopolitique_1805655

Fragile Arménie

15/11/2020 - Jean-Christophe Ploquin – La Croix

<https://www.la-croix.com/Debats/Fragile-Armenie-2020-11-15-1201124727>

Haut-Karabakh : «Il n’y aura plus rien ici, ce sera l’Azerbaïdjan»

15/11/2020 - Veronika Dorman - Libération

https://www.liberation.fr/planete/2020/11/15/haut-karabakh-il-n-y-aura-plus-rien-ici-ce-sera-l-azerbaïdjan_1805681

Ces maires français réclament la reconnaissance internationale d'un Haut-Karabakh arménien

16/11/2020 - LCI - Justine Faure

<https://www.lci.fr/politique/ces-maires-francais-reclament-la-reconnaissance-internationale-d-un-haut-karabakh-armenien-2170271.html>

Chypre du Nord, un Karabakh inversé pour Ankara

17/11/2020 - Soulayma MARDAM BEY - L'Orient-Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1241282/chypre-du-nord-un-karabakh-inverse-pour-ankara.html>

Démission du ministre arménien des Affaires étrangères

16/11/2020 - Challenges

https://www.challenges.fr/monde/demission-du-ministre-armenien-des-affaires-etrangees_737698

Pachinian appelle l’opposition à « renoncer à la violence »

17/11/2020 - L'Orient-Le Jour

<https://www.lorientlejour.com/article/1241273/pachinian-appelle-lopposition-a-renoncer-a-la-violence-.html>

Les appels à la démission de Nikol Pachinian perdurent, le premier ministre arménien n'y répond pas

17/11/2020 - Anelise Borges et Sandrine - euronews

<https://fr.euronews.com/2020/11/17/les-appels-a-la-demission-de-nikol-pachinian-perdurent-le-premier-ministre-armenien-n-y-re>

Haut-Karabakh: l'Arménie obtient un délai de dix jours pour évacuer les régions voisines

16/11/2020 - Anissa El Jabri - RFI

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20201116-haut-karabakh-l-arm%C3%A9nie-obtient-d%C3%A9lai-10-jours-%C3%A9vacuer-les-r%C3%A9gions-voisines>

Soudan: des chefs rebelles de retour à Khartoum accueillis par le Premier ministre

16/11/2020 - 15:17Modifié le : 17/11/2020 - [RFI](#)

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201116-soudan-chefs-rebelle-retour-%C3%A0-khartoum-accueillis-le-premier-ministre>

Machecoul. Un vœu en soutien au Haut-Karabakh

17/11/2020 - [Ouest-France](#)

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/machecoul-saint-meme-44270/machecoul-un-voeu-en-soutien-au-haut-karabakh-7053907>

Génocide au Rwanda : nouvelle polémique autour de la commission Duclert

16/11/2020 - Laurent Larcher – La Croix

<https://www.la-croix.com/Monde/Genocide-Rwanda-nouvelle-polemique-autour-commission-Duclert-2020-11-16-1201124906>

Haut-Karabakh : l'heure des adieux pour les Arméniens

16/11/2020 - Pierre Sautreuil – La Croix

<https://www.la-croix.com/Monde/Haut-Karabakh-lheure-adieux-Armeniens-2020-11-16-1201124817>

Bells of Dadivank Monastery reinstalled

16/11/2020 - [Siranush Ghazanchyan](#) November 15, 2020, 20:58

https://en.armradio.am/2020/11/15/bells-of-dadivank-monastery-reinstalled/?fbclid=IwAR3xOh5qX2f_ZW-2bkL5G4JK0Az_PuXrmwmKu2tgR53xRuCsYLWFVPj4eYM

«L'Arménie et la population arménienne du Haut Karabakh ont plus que jamais besoin de notre solidarité»

Par Charles De Meyer et Benjamin Blanchard

https://www.lefigaro.fr/vox/monde/l-armenie-et-la-population-armenienne-du-haut-karabakh-ont-plus-que-jamais-besoin-de-notre-solidarite-20201116?fbclid=IwAR3tsPYojORg4eeyz4rD1wQl1beQkhOU7soosTwTbzK-oXfwzs_n6vVciF0

Grèce-Turquie: la guerre de mille ans

Le Figaro

11/16/2020 - Tancrède Josseran

<https://www.lefigaro.fr/histoire/grece-turquie-la-guerre-de-mille-ans-20201116>

INFOS COLLECTIF VAN

Loups Gris : menaces de mort contre les Arméniens d'Allemagne



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – L'historien turc Taner Akçam, spécialiste du génocide arménien, publie sur son mur [Facebook](#) une alerte au sujet des Arméniens d'Allemagne et de leurs enfants, directement visés par des menaces de mort très claires émanant de la nébuleuse ultranationaliste turque regroupée sous la bannière informelle des « Loups Gris ». Des tracts ont été distribués dans les boîtes aux lettres d'Arméniens d'Allemagne, qualifiés de « chiens infidèles d'Arménie » et d'« enfants répugnants d'Arménie ». Comme cela s'est récemment produit en France (essentiellement en banlieue lyonnaise), ces manifestations de la fachosphère turque rejaillissent à l'occasion de la guerre féroce menée du 27 septembre au 9 novembre 2020 par l'Azerbaïdjan et la Turquie (avec l'appui de milliers de djihadistes syriens), contre l'enclave arménienne du Haut-Karabakh.

L'historien turc Taner Akçam, spécialiste du génocide arménien, publie sur son mur [Facebook](#) une alerte au sujet des Arméniens d'Allemagne et de leurs enfants, directement visés par des menaces de mort très claires émanant de la nébuleuse ultranationaliste turque regroupée sous la bannière informelle des « Loups Gris ».

Le chercheur parle de l'« original en allemand d'un tract distribué en Allemagne par les nationalistes turcs dans les boîtes aux lettres des Arméniens. ». Il poursuit : « C'est un crime et le gouvernement allemand devrait interdire cette organisation. »

Traduction du tract des Loups Gris

« Les loups gris vous attraperont,

*Enfants répugnants d'Arménie, nous vous trouverons tous, et vos enfants
se tiendront devant vos tombes avant d'être enterrés dans leurs propres
tombes.*

*Nous soutenons nos frères d'Azerbaïdjan et ne permettrons pas aux
chiens infidèles d'Arménie de vivre en paix en Allemagne.*

Nous vous connaissons et savons où sont vos enfants, jour et nuit.

Les Loups gris ne sont pas loin de vous ! »



Taner Akcam

4h · 🌐

...

This is the translation of a flier, distributed in Germany by Turkish Nationalists in the mailboxes of Armenians.

"The Grey wolves will get you,
you filthy children of Armenia, we will find you all and your children
will stand at your grave before they fall into their own grave.
We stand by our brothers from Azerbaijan and will not allow infidel
dogs of Armenia live peacefully in Germany.
We know you, we know where your children are, day and night.
The Grey Wolves are not far from you!

Almanya'da aşırı milliyetçiler, bildikleri Ermeni evlerine aşağıdaki
bildiriyi dağıtıyorlar:

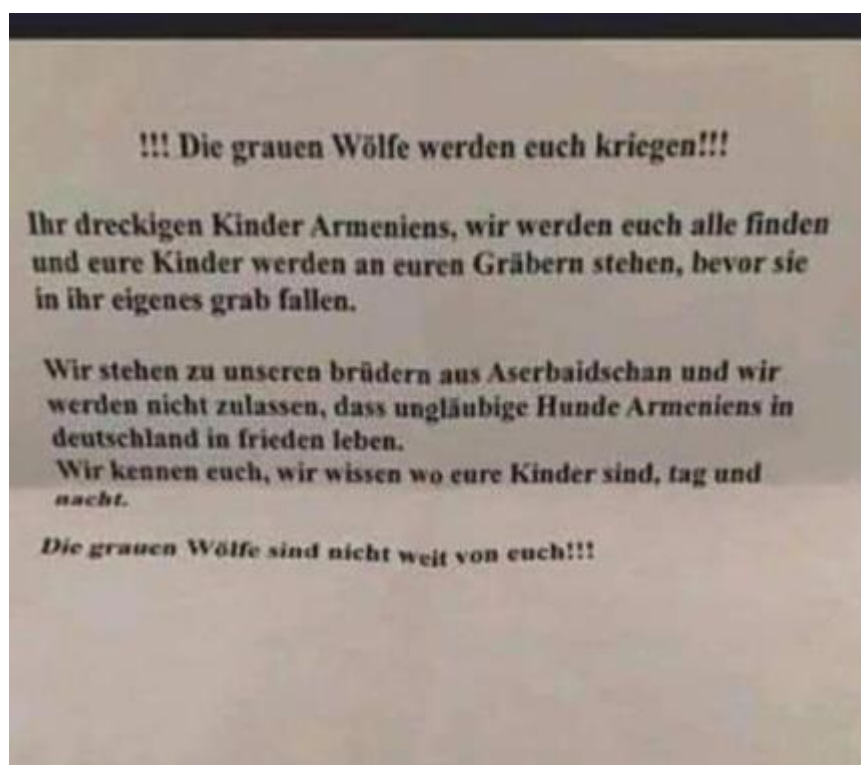
Bozkurtlar Peşinizde!!!

Ermenistan'ın iğrenç çocukları, hepinizi bulacağız ve çocuklarınız, kendi
mezarlarına gömülmeden önce sizlerin mezarlarının başına
dikilecekler.

Azerbaycanlı kardeşlerimizin yanındayız ve Ermenistan'ın kafir
köpeklerinin Almanya'da rahat yaşamalarına izin vermeyeceğiz. Sizi
tanıyoruz ve çocuklarınızın gece gündüz nerelerde olduğunu biliyoruz.
Bozkurtlar ensenizde"

YORUMA GEREK VAR MI?

<https://www.facebook.com/taner.akcam>



Les « *Loups gris* » (Bozkurtlar) sont l'organisation de jeunesse du Parti du mouvement nationaliste d'extrême droite (MHP) en Turquie. Le groupe est identifié en Europe comme « *Loups Gris* » (ou Grey Wolves pour les pays anglophones) mais son nom original en turc est les « *Foyers idéalistes* » (*Ülkü Ocakları*).

Comme cela s'est récemment produit en France (essentiellement en banlieue lyonnaise), ces manifestations de la fachosphère turque rejaillissent à l'occasion de la guerre féroce menée du 27 septembre au 9

novembre 2020 par l'Azerbaïdjan et la Turquie (et leurs milliers de djihadistes syriens), contre l'enclave arménienne du Haut-Karabakh. A l'instar du gouvernement français qui – après les terrifiantes chasses aux Arméniens dans les rues de Vienne, Décines, Dijon, les profanations à Décines du Centre national de la mémoire arménienne et du Mémorial du génocide arménien de 1915, les tags anti-arméniens à Meyzieu - a publié un [décret](#) (voir plus bas) interdisant le « groupement de fait » Loups Gris, l'Allemagne se doit de prendre d'urgence des mesures identiques. Il lui faut protéger ses citoyens d'origine arménienne et se donner les moyens de poursuivre pénalement tous ceux qui se revendiquent de ce groupement d'extrême-droite, haineux et criminel. Au-delà du cas allemand, c'est l'Union européenne qui doit légiférer fermement contre ce phénomène criminel alimenté depuis des années par l'Etat turc : d'autres pays au sein de l'Union sont largement touchés, dont en particulier la Belgique. Il est temps de prendre enfin en compte une idéologie malheureusement trop prégnante dans la société turque, y compris dans sa diaspora, depuis la création en 1966 des « *Foyers idéalistes* » (*Ülkü Ocakları*) par Alparslan Türkeş, dit « *başbuğ* » – « *soldat en chef* » – ouvertement inspiré par le « *Führer* ».

Les thématiques racistes contre les Arméniens doivent également être suivies ET poursuivies dans le cadre des directives gouvernementales nationales et européennes contre la haine en ligne.

La répression ne pouvant être la seule réponse, l'urgence en France et dans toute l'Europe est de développer des ressources humaines, pédagogiques et éducatives, en mesure de proposer un enseignement sérieux du génocide arménien, celui-ci étant trop souvent passé sous silence dans le système scolaire pour ne pas « heurter » les jeunes issus de l'immigration turque ou échapper à leurs réactions excessives et souvent violentes.

Collectif VAN

Dissolution des Loups Gris en France

Le Collectif VAN publie ici le Décret du 4 novembre 2020 portant dissolution d'un groupement de fait en France.

Journal officiel électronique authentifié n° 0269 du 05/11/2020

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret du 4 novembre 2020 portant dissolution d'un groupement de fait

NOR : INTD2029926D

Le Président de la République, Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur, Vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment ses articles 10 et 11 ; Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L. 121-1 et L. 121-2; Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 212-1; Considérant qu'aux termes de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure: «Sont dissous, par décret en conseil des ministres, toutes les associations ou groupements de fait: 1o Qui provoquent à des manifestations armées dans la rue; [...] 6o Ou qui, soit provoquent à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non- appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propagent des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence [...] » ; Considérant que le mouvement paramilitaire et ultra-nationaliste des « Loups Gris », fondé en 1968 en Turquie, présent dans plusieurs pays européens, s'identifie au travers de symboles communs, tels que sa dénomination, ses slogans, le drapeau aux trois croissants ainsi qu'un geste de la main symbolisant le loup, signe de ralliement des sympathisants de l'extrême-droite nationaliste turque; que cette iconographie est régulièrement affichée sur les publications du mouvement ainsi que sur des drapeaux et vêtements, permettant aux membres des « Loups Gris » de se reconnaître; que plusieurs foyers de ce mouvement ont ainsi été identifiés sur le territoire, notamment par le biais des réseaux sociaux; que ses membres participent à des camps d'entraînement sur le territoire national, se revendiquant sans ambiguïté de ce mouvement, à l'instar du «camp des armes de jeunesse», organisé à Satillieu (Ardèche) les 13 et 14 décembre 2019; que le mouvement est animé, au niveau local, par M. A et que ce dernier véhicule sur les réseaux sociaux une idéologie tendant à discriminer voire à provoquer à la violence envers les personnes d'origine kurde ou arménienne, en se photographiant en recueillement auprès de la tombe de M. B, membre actif des « Loups Gris » inculpé par la justice turque à plusieurs reprises pour des meurtres contre des militants kurdes et arméniens; que l'ensemble de ces éléments permettent d'établir l'existence d'un groupement de fait au sens de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure; Considérant, en premier lieu, que le groupement des « Loups

Gris » a été impliqué dans plusieurs actions violentes ayant le caractère de manifestations armées dans la rue ; qu'ainsi, à Reims (Marne), dans la nuit du 11 au 12 novembre 2016, une quinzaine de militants de ce groupement, armés de bâtons, de barres de fer, de couteaux et d'un revolver et le visage masqué par des écharpes rouges et blanches aux couleurs du drapeau turc, ont attaqué un stand tenu par des manifestants d'origine kurde, dont deux ont été blessés; que plus récemment, en réaction à la mobilisation de la diaspora arménienne dans le cadre du conflit opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan, des membres appartenant à ce même groupement de fait ont commis plusieurs actions violentes; qu'il en a été ainsi, en marge d'une manifestation organisée le 24 juillet 2020 par le Comité de défense de la cause arménienne dans la commune de Décines-Charpieu (Rhône), déclarée en préfecture, au cours de laquelle environ 70 membres du groupement ont, dans le cadre d'une contre-manifestation, appelé à la violence et commis, à l'aide d'armes, des exactions visant des manifestants dont certains ont été blessés; que cette contre-manifestation a été organisée à l'initiative de M. A, lequel a provoqué à ces agissements sur les réseaux sociaux, en n'hésitant pas à déclarer: «Je suis le commando turc [...] que le gouvernement me donne 2000 euros et une arme, et je ferais ce qu'il y a à faire où que ce soit en France!» ou encore: «Nous ne connaissons pas la peur! Nous sommes les soldats des montagnes! Notre maison c'est le ciel! Aux endroits qui font tourner la tête! Nous ne connaissons aucun obstacle, on le franchit! Je suis le commando turc. Je suis le commando turc. Je suis le commando turc» ; qu'au cours de la manifestation, il a également publié sur les réseaux sociaux une vidéo dans laquelle il exhorte les participants «à jeter leurs couteaux» à l'arrivée des forces de l'ordre, couteaux que l'on entend distinctement tomber à la suite de cet appel; qu'interpellé à la suite de ces événements, il a été poursuivi pour «incitation à la haine», le parquet ayant requis à son encontre six mois de prison avec sursis, ainsi qu'une peine d'inéligibilité de 5 ans et 2000 euros; que de nouvelles actions violentes ont été commises par des membres des « Loups gris » armés, notamment le 28 octobre 5 novembre 2020 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 16 sur 121

à Vienne (Isère) et dans la nuit du 29 au 30 octobre à Dijon (Côte-d'Or), avec pour mot d'ordre d'en découdre avec les membres de la communauté d'origine arménienne; qu'au cours de ces événements, les forces de l'ordre ont notamment été ciblées par des tirs de mortiers et des personnes ont été blessées; que ces actes de violence ont été expressément revendiqués et assumés par des membres des « Loups Gris » sur les réseaux sociaux; qu'à la suite des événements de Vienne, le

parquet de Lyon a ouvert une enquête pour «participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations» ; Considérant que par suite, le groupement de fait dénommé « Loups Gris » doit être regardé comme provoquant à des manifestations armées dans la rue, au sens du 1^o de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure; Considérant, en second lieu, que M. A a publié à plusieurs reprises, sur le réseau social Twitter, des propos appelant à la haine et à la violence à l'encontre des Arméniens; qu'ainsi, il indiquait le 1^{er} décembre 2018 que «Si les turcs avaient réellement fait ce génocide, je vous assure qu'il ne resterait plus d'Arméniens aujourd'hui», ajoutant le 24 avril 2018: «Je tiens à rappeler en ce #24 avril, journée de commémoration du « génocide arménien» que ce dernier n'a toujours pas été prouvé en 103 ans», puis, le 12 juillet 2018: «Je sens un complexe et une frustration profonde dans la communauté arménienne. On parle du #génocide bosniaque: et nous les Arméniens; Génocide Rwandais: et nous les Arméniens; 2 chiots décédés: et nous les Arméniens» ; que, lors de la contre-manifestation organisée le 24 juillet 2020 à l'initiative des « Loups Gris », des militants ont été filmés proférant des insultes et des appels à «aller chercher les Arméniens», tandis que des violences ont ciblé des personnes identifiées comme d'origine arménienne et leurs biens; que, lors des événements intervenus le 28 octobre 2020 dans l'Isère, des membres du groupement ont clamé des slogans tels que : «Ici, c'est la Turquie», «on va tuer les Arméniens», «Vous êtes où les Arméniens? On est chez vous bandes de fils de pute» ; que d'autres propos provoquant à la haine et à la violence contre les personnes d'origine arménienne ou les Arméniens ont été tenus, tels que : «Arméniens, terroristes!», «On va tuer les Arméniens» ou «Allahu akbar» ; que M. A, présent lors de ces agissements, a commenté en direct les événements sur les réseaux sociaux, affirmant en turc : «Ils ne savent pas que nous pouvons aller jusqu'à Erevan» ; qu'en outre, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 2020, le Centre national de la mémoire arménienne et le Mémorial du génocide arménien de 1915 ont été profanés par les inscriptions suivantes: «Nique Arménie», «Loup Gris» et «RTE» (pour «Recep Tayyip ERDOGAN») clairement revendiquées par le groupement des « Loups Gris » ; Considérant que l'ensemble de ces éléments particulièrement graves et récurrents visent à inciter à commettre des actes de violence spécifiquement à l'encontre de personnes d'origine arménienne; que dès lors, le groupement de fait dénommé « Loups Gris » doit être regardé comme provoquant à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non- appartenance à une

ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée et propageant des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence, au sens du 6o de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure; Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments qui précèdent, il y a lieu de prononcer la dissolution du groupement de fait dénommé « Loups Gris » sur les fondements des 1o et 6o de l'article L. 212-1 du code de la sécurité intérieure; Considérant que ce groupement de fait est directement impliqué dans plusieurs actions violentes particulièrement graves, constitutives d'infractions pénales et contraires aux valeurs et principes, notamment de dignité de la personne humaine, consacrés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par la tradition républicaine; que la répétition récente de telles actions violentes, de gravité croissante, en plusieurs points du territoire national, revendiquées et assumées par des membres de ce groupement, démontre l'influence de cette mouvance et permet de craindre de nouveaux passages à l'acte; que, dans ces circonstances et au regard de la menace terroriste particulièrement prégnante mobilisant les forces de sécurité intérieure sur l'ensemble du territoire sur le territoire national, il y a urgence à prévenir ces troubles à très bref délai, en procédant à la dissolution du groupement de fait dénommé « Loups Gris », sans qu'il y ait lieu de mettre en œuvre la procédure contradictoire préalable prévue par l'article L. 121-1 du code des relations entre le public et l'administration; Le conseil des ministres entendu, Décrète: Art. 1er. – Le groupement de fait dénommé « Loups Gris » est dissous. Art. 2. – Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française. Fait à Paris, le 4 novembre 2020. EMMANUEL MACRON Par le Président de la République : Le Premier ministre, JEAN CASTEX Le ministre de l'intérieur, GÉRALD DARMANIN

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf?id=Tp--6RUxJBgMYB2vMCp2eMiBBOvFBquP8SLVDhQ4mrg=>

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/11/loups-gris-menaces-de-mort-contre-les.html>

Presse arménienne : Revue du 14 au 16 novembre



Info Collectif VAN - www.collectifvan.org – Le Collectif VAN vous présente cette Revue de Presse parue sur le site de l'Ambassade de France en Arménie le 16 novembre 2020.

Ambassade de France en Arménie

Revue de la presse arménienne du 14 au 16 novembre 2020

Situation au Karabakh/ L'Azerbaïdjan a prolongé la date de retrait des troupes arméniennes de Karvatchar jusqu'au 25 novembre. 475 personnes déplacées sont retournées à Stepanakert depuis l'Arménie, accompagnées par des soldats de la paix russes. Auparavant, un groupe de 250 personnes évacuées était retourné à Stepanakert. Le processus d'échange des corps des victimes de la guerre du Haut-Karabakh a débuté sous la coordination de la mission russe de maintien de la paix et la participation du CICR et du Service d'État des situations d'urgence du Karabakh. Selon le Président de facto du Karabakh, les corps d'environ 150 soldats arméniens ont été récupérés dans la périphérie de Sushy et des centaines de corps sont toujours sur les champs de bataille. Selon les autorités, le nombre total de militaires arméniens tués dans la guerre a atteint 1434. Le gendre de l'ancien Président Serge Sarkissian, Mikayel Minasyan, a accusé Pachinian de cacher le nombre exact de victimes militaires arméniennes, déclarant que 4750 soldats étaient en réalité morts dans les combats avec l'Azerbaïdjan. Des photos circulent sur les réseaux sociaux, montrant comment les habitants du Karabakh démolissent, détruisent, brûlent leurs propres maisons et transfèrent les restes de leurs proches décédés des territoires qui seront prochainement transférés à l'Azerbaïdjan. Le Ministère russe des situations d'urgence a envoyé 30 spécialistes et un hôpital mobile pour effectuer une mission humanitaire au Karabakh.

Le SSN dit avoir empêché le meurtre de Pachinian et l'usurpation du pouvoir/

Le Service de sécurité nationale (SSN) a déclaré avoir empêché le meurtre de Pachinian et l'usurpation du pouvoir. Le SSN a révélé des cas d'acquisition et de possession illégale d'armes, de munitions et d'explosifs par un groupe d'individus à cette fin. Selon le SSN, « sur la base de soupçons directs », un certain nombre de personnes ont été arrêtées, dont le chef du parti « Patrie », Artur Vanetsyan, l'ancien député républicain, Vahram Baghdasaryan, un membre des Dachnak et le commandant du détachement de l'armée de Sisian, vétéran de la première guerre du Karabakh, le colonel Ashot Minasyan. La cour a libéré Vanetsyan et Baghdasaryan, mais a maintenu la détention de Minasyan.

Le MDD nie les informations sur la vente des armes aux groupes terroristes pro-Turcs en Syrie/

Le porte-parole du ministère arménien de la défense, Shushan Stepanyan a rejeté les informations diffusées sur Internet selon lesquelles le ministre Davit Tonoyan aurait été impliqué dans des ventes d'armes aux groupes terroristes pro-Turcs en Syrie. Selon elle, il s'agit de mensonge éhonté et d'une manipulation visant à discréditer le ministère. D'après elle, les documents en circulation sur lesquels se fonde cette thèse sont pour la plupart des faux.

Réunion du Président russe sur le Karabakh/ La presse rend compte de la réunion du Président russe sur le Karabakh. D'après les informations russes, le nombre de victimes du conflit du Karabakh, y compris les civils, a dépassé 4 000 et plus de 8 000 personnes ont été blessées. Un décret a été signé sur la création d'un centre humanitaire qui s'occupera du retour des réfugiés, de la reconstruction des infrastructures et favorisera la coopération entre Erevan et Bakou. Le service russe des frontières a placé cinq postes supplémentaires sur la frontière arménienne, dont deux à la frontière avec l'Iran. La Russie négocie avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour lancer les travaux des organisations humanitaires internationales au Karabakh. Moscou a informé les États-Unis et la France des accords sur le Karabakh. Poutine a déclaré espérer que le mot « conflit » ne sera pas utilisé pour décrire la situation au Haut-Karabakh.

L'Arménie appelle l'Azerbaïdjan à respecter ses obligations au titre de la convention internationale/

Dans une lettre datée du 11 novembre, la République d'Arménie s'est adressée à la République d'Azerbaïdjan en faisant remarquer que les actions et les politiques adoptées au cours des dernières décennies sont en violation flagrante de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1965. L'Arménie a appelé d'urgence l'Azerbaïdjan

à cesser ses pratiques discriminatoires et autres violations continues à l'égard de l'Arménie et des Arméniens de souche. Elle a exhorté l'Azerbaïdjan à respecter ses obligations au titre de la Convention et a invité ce dernier à traiter ses violations de la Convention et leurs conséquences par le biais de négociations. « Si le gouvernement de l'Azerbaïdjan rejette l'invitation de l'Arménie ou ne répond pas à celle-ci dans le délai fixé, l'Arménie se réserve le droit de chercher à régler ce différend juridique conformément à la procédure établie dans la Convention ».

Poutine a souligné l'importance de l'entretien des monuments chrétiens au Karabakh/ Le Président russe a eu des conversations téléphoniques avec les dirigeants arménien et azerbaïdjanais. Parlant au Président azerbaïdjanais, Poutine a attiré son attention sur le fait que des églises et des monastères chrétiens étaient situés dans les zones qui sont rendues à l'Azerbaïdjan conformément à la déclaration tripartite. À cet égard, il a souligné l'importance d'assurer la préservation et la vie religieuse normale de ces sanctuaires. « Le président de l'Azerbaïdjan a fait preuve de compréhension à cet égard et a déclaré que la partie azerbaïdjanaise agirait conformément à ce principe ». Le chef du service de presse du Saint-Siège d'Etchmiadzine a déclaré que le monastère de Dadivank était déjà sous la protection des soldats de la paix russes et n'était pas en danger. Plus tôt, le Saint-Siège d'Etchmiadzine a publié une déclaration condamnant fermement le vandalisme récent par les Azerbaïdjanais de la cathédrale du Saint-Sauveur de Ghazanchetsots, dans la ville de Shushi. Il a appelé la communauté internationale et les organisations interreligieuses et interconfessionnelles à s'exprimer à ce sujet et à prendre les mesures appropriées pour mettre fin à ces actes barbares des autorités azerbaïdjanaises dans le Karabakh contre les monuments religieux et culturels et les manifestations d'humeur anti-arménienne. Le Conseil œcuménique des Églises a publié une déclaration à ce sujet et a demandé à l'UNESCO de protéger les sanctuaires du Karabakh. Le ministère arménien de l'éducation, de la science, de la culture et des sports s'était également adressé aux organisations internationales compétents pour prévenir immédiatement le vandalisme culturel. Le Ministère arménien des Affaires étrangères a également condamné l'acte de vandalisme de l'église Ghazanchetsots à Shushi.

Publication Facebook controversée de Pachinian ; démissions à la suite de cette publication/ Dans la nuit du 15 au 16 novembre, le Premier ministre a fait la publication Facebook suivante : « J'ai regardé

des dizaines de vidéos de soldats du front aujourd'hui. Je suis étonné par la perspicacité des garçons. Les gars, vous avez raison. Je vous attends à Erevan. Pour enfin résoudre les problèmes de ceux qui pleurent sous les murs. Je suis fier de vous ». Cette publication a été largement perçue comme un appel à une guerre civile et a fait objet d'une ferme condamnation de l'Ombudsman arménien. Selon l'Ombudsman, ce post est particulièrement condamnable dans le contexte des vidéos publiées ces derniers jours avec la participation de personnes armées en uniforme militaire, contenant de la haine, des appels à la violence et des menaces de mort. « Il est évident que les soldats du front sont armés, et cette publication présuppose la mise en œuvre de ces appels et menaces, de la vengeance » a déclaré l'Ombudsman. A la suite de cette publication, la députée du parti au pouvoir Taguhi Tovmasyan a déclaré quitter le groupe parlementaire, deux autres députées progouvernementales, Lusine Badalyan et Gayane Abrahamyan, ont déclaré qu'elles renonceraient à leur mandat. En outre, Serge Sisserian, chef du cabinet du vice- Premier ministre Avinian, a également démissionné à la suite de cette publication. Irina Ghaplanyan, la vice-ministre de l'environnement a annoncé sur Facebook qu'elle avait présenté sa démission. Une chaîne Telegram a entretemps déclaré que Pachinian mobilisait des gangs armés « Gardiens de la révolution » qui menaçaient ses opposants. Selon l'Ombudsman, un des députés du parti au pouvoir a reçu des menaces après avoir critiqué la publication de Pachinian.

Réactions internationales/ Le vice-ministre des Affaires étrangères d'Iran, Abbas Araghchi, a rejeté vendredi les rumeurs concernant la modification des routes de transit de l'Iran vers l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En outre, le 14 novembre, le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) a pris pour cible les positions des groupes terroristes contre-révolutionnaires « de l'autre côté des frontières nord-ouest de notre pays », leur infligeant de lourdes pertes et des blessés. La représentante officielle du ministère russe des affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré que malheureusement, les militants qui avaient été transférés au Karabakh n'ont pas disparu. « Nous supposons que cette question sera résolue, et toutes les parties intéressées par la paix dans cette région doivent faire des efforts pour la résoudre » a déclaré Zakharova. Elle a également réitéré qu'il n'y aurait pas d'unités de maintien de la paix turques dans le Haut-Karabakh. D'après elle, le centre russo-turc pour le contrôle du cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh (cf. revue du 12 novembre 2020) fonctionnera exclusivement à distance, en utilisant des moyens techniques de surveillance objective, y compris des drones et d'autres technologies, qui permettent de déterminer la situation

sur la ligne de contact et de déterminer quel camp respecte ou viole toutes les conditions de combat et de cessez-le-feu. Le Royaume-Uni a salué le fait que les dirigeants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont convenu de mettre fin aux combats et a appelé toutes les parties à agir de manière responsable et de bonne foi pour permettre l'acheminement urgent de l'aide humanitaire. Le Royaume-Uni a réitéré son soutien au Groupe de Minsk de l'OSCE : « ses principes de Madrid constituent une base solide pour une résolution durable du conflit, et ses structures fournissent le cadre pour leur mise en œuvre ».

Interview de Pachinian/ Dans une interview à la télévision publique, Nikol Pachinian a souligné que la déclaration sur la fin de la guerre n'était pas un document politique de règlement du conflit et que les discussions diplomatiques devaient encore commencer. En ce qui concerne la déclaration de l'opposition selon laquelle il est encore temps d'annuler la déclaration, Pachinian a déclaré que son annulation signifierait mettre en danger 30 000 soldats arméniens. A la question de savoir pourquoi la question n'a pas été discutée au Parlement et avec l'opposition, Pachinian a déclaré qu'il était dans la logique de la gestion opérationnelle des opérations militaires. Quant aux accusations selon lesquelles les autorités n'avaient pas réussi à organiser correctement les activités pendant la guerre, Pachinian a déclaré qu'il y a de nombreux problèmes d'organisation pendant toutes les guerres. « Pendant cette guerre-là, il y a eu d'autres lacunes en termes d'organisation, notamment dans le cadre de la mobilisation ». A la question de savoir pourquoi la séance du Parlement n'a pas eu lieu alors que les forces de l'opposition voulaient la convoquer et discuter de la situation, Pachinian a déclaré qu'il ne pensait pas que cette question devrait être discutée dans un contexte émotionnel. Pachinian a évoqué les discussions selon lesquelles la Russie aurait fourni une meilleure assistance à la partie arménienne pendant la guerre, s'il y avait eu un autre gouvernement en Arménie, étant donné que les dirigeants actuels n'ont pas été en mesure d'assurer de bonnes relations avec la Russie. Selon lui, il ne s'agit pas des relations entre les autorités d'Arménie et de Russie, mais de la position de la Russie sur la question du Haut-Karabakh qui n'a aucunement changé au cours des 4,5 dernières années. À la question portant sur ses relations avec le Président russe, Pachinian a répondu que c'était de « très bonnes » relations de travail. Pachinian déclare qu'il existait des conceptualisations sur les questions qui seront discutées lors des négociations qui suivront la déclaration de fin de guerre. « Nous voulons, par exemple, que le chemin de fer Arménie-Iran passe par le Nakhitchevan. Nous parlons du déblocage des communications de transport » a déclaré Pachinian.

Proposition de déclarer le 22 novembre journée de

commémoration/ Le Président, Armen Sarkissian, et le Catholikos, Karékine II, ont lancé un appel pour déclarer dimanche prochain, le 22 novembre, une journée de commémoration de tous les héros tombés pour la défense de la patrie et organiser un service commémoratif dans toutes les églises arméniennes du monde. Entretemps, des milliers de citoyens ont participé samedi à la cérémonie d'allumage des bougies en mémoire des soldats tombés. La cérémonie avait été organisée par les forces d'opposition.

117886 cas confirmés de coronavirus/ Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 117886 cas de coronavirus dans le pays dont 75865 ont été guéris et 1788 patients sont décédés. Rédaction : Lena Gyulkhasyan

<https://am.ambafrance.org/-Novembre->

<https://collectifvan.blogspot.com/2020/11/presse-armenienne-revue-du-14-au-16.html>

GUERRE/HAUT-KARABAKH (ARTSAKH)

De cendres et de ruines : les adieux au Haut-Karabakh

Reportage

Par Morgane Bona, notre envoyée spéciale.

Publié le 17/11/2020 à 6:30

Conformément à l'accord de cessez-le-feu, plusieurs territoires du Haut-Karabakh passeront d'ici le 1er décembre sous contrôle azerbaïdjanais. Entre pillages, terre-brûlée et acte de résistance désespéré, la région de Kelbajar connaît aujourd'hui un exode massif de sa population arménienne.

Des étincelles s'élèvent dans la pénombre. L'incendie gronde, des villageoises assistent impuissantes au triste spectacle. Leurs lamentations sont à peine audibles. Le feu lèche les murs jusqu'au toit de cette bâtisse du village de

Dadivank situé dans la province de Kelbajar au nord-ouest du Haut Karabakh. Conformément à [l'accord de cessez-le-feu total](#) signé la semaine passée par le premier ministre de l'Arménie, la région devait tomber dans l'escarcelle de Bakou le 15 novembre. Finalement, en accord avec l'Azerbaïdjan, Erevan a annoncé le jour J que les Arméniens ont dix jours supplémentaires pour quitter les lieux.

À la hâte, Harutyun Mnaskanyan, rentré la veille de sa base militaire, a incendié sa maison. Sa famille n'a pas les moyens d'emporter ses biens en Arménie. Autour du brasier, sont dispersées les têtes et entrailles des chevaux et des ânes du soldat. Les habitants de Dadivank ont abattu 15 de leurs bêtes. *« Je ne suis pas heureux de faire ça. Mais je ne peux pas laisser tout ce que je possède aux Azéris. Ma maison, c'est mon œuvre. Je dois la brûler avant de partir »* explique ce père de famille, avant d'ajouter, désespéré : *« Je vais rejoindre ma femme à Erevan, embrasser mes cinq enfants puis je repartirai à mon poste militaire. Je veux me battre et mourir là-bas »*.

Il finit par incendier les ruches de son jardin sous les yeux de sa voisine, Alvard Ohanyan. La quarantenaire au gilet imprimé léopard, éclate en sanglots. Sa demeure de 200 mètres carrés est vide. Il n'y a plus de porte, plus de plinthes, ni d'électricité. Son époux, Hayk, a tout enlevé, jusqu'aux câbles électriques dans les murs. Seuls un lit et les fenêtres sont encore en place pour les deux nuits qui leur restent à passer avant de partir. Hayk Ohanyan précise : *« Ce sont les fenêtres le plus chères du marché, bien entendu, on va les prendre avec nous. J'ai construit cette maison de mes propres mains, je n'ai pas le cœur d'y mettre le feu. Mon gouvernement m'a trahi, il m'a poignardé dans le dos, mais qu'est-ce que j'y peux ? »*

Adieux au monastère

Les Ohanyan vivent au pied du monastère de Dadivank depuis 21 ans : *« Je me suis promis qu'après mon mariage, je m'installerais près d'une église »* confie Alvard. Cette native de la région de Martakert (Haut-Karabakh) frontalière de celle de Kelbajar, s'apprête à vivre son second exil : *« J'avais 19 ans quand on a dû se réfugier en Arménie à cause de la guerre. C'était en 1992, nous avions une très grande maison à l'époque. Les Turcs l'ont brûlée. J'avais dit à ma mère de ne pas pleurer, que l'on en reconstruirait une »*.

Sur les hauteurs, au monastère de Dadivank, c'est l'effervescence. Des centaines de personnes se pressent entre les églises et chapelles construites entre le IX et le XII siècle, à flanc de montagne. Des pèlerins ramassent la terre et les pierres de ce lieu primordial pour l'Eglise apostolique arménienne. Sur le parvis, portable en main, les séances photos s'enchaînent.

Ani Geghamyan, 26 ans, est venue spécialement d'Erevan avec un groupe de 20 personnes pour faire ses adieux au monastère : *« J'étais déjà venue, une fois,*

avec ma famille. On avait participé à un baptême, cela m'avait impressionnée. J'espère que nous pourrons revenir un jour ». Son amie lui coupe la parole : « *Bien sûr que nous reviendrons ! Nous nous marierons et nous nous ferons baptiser ici. Et, nos enfants viendront visiter Dadivank. Nous avons foi en la puissance divine, notre mère patrie ne peut pas profiter à l'ennemi ».* Cependant la jeune femme est inquiète : « *Nous le retrouverons sûrement pas dans le même état où nous l'avons laissé. C'est pour ça que nous prenons des photos de chaque croix, chaque pierre pour être en mesure de nous rappeler comment c'était ».* Pour le maître des lieux, le prêtre Hovhannes, pas question de quitter l'office qu'il occupe depuis 2015. « *Quand je ne suis pas là, même si cela ne dure qu'un jour, j'ai l'impression d'avoir perdu une partie de moi ».* En 1993, l'ecclésiastique avait même participé à la « libération de Dadivank » avec les troupes arméniennes.

À l'époque, la région de Kelbajar, où se trouve le complexe religieux, était azerbaïdjanaise. L'édifice, en ruine, ne fut rouvert que l'année suivante et restauré à partir de 2004. « *Pierre après pierre, on a rénové ce monastère pour qu'il retrouve sa superbe »* se souvient le père Hovhannes. « *Je crains que le monastère tombe entre les mains des Azéris car je sais qu'ils vont détruire le patrimoine chrétien. Ils l'ont déjà fait il y a 70 ans. Et la nouvelle génération est bien pire que les précédentes car, on lui enseigne dès le plus jeune âge que les Arméniens sont des assassins. J'attends un miracle, qu'une bonne nouvelle soit annoncée ».* Les prières du prêtre natif du Haut-Karabakh ont finalement été entendues : vendredi 13 novembre, des troupes russes ont pris position pour protéger le monastère de Dadivank.

Des Arméniens viennent piller ce qui reste de leurs cousins du Haut Karabakh

Partout dans la région, les mêmes scènes de désolation se répètent. Les brasiers succèdent aux destructions. Après trois jours de préparation, Lilith et Vrech Fahradyan ont pu caser leurs derniers sacs dans les véhicules des proches venus les aider à déménager. Dans l'atmosphère glaciale du crépuscule, le couple contemple l'incendie. Leurs rétines humides sont hypnotisées par les flammes qui s'échappent des fenêtres de leur foyer. Une nuée de journalistes capture le désastre.

Pour cette mère de trois enfants, rester à Kelbajar était impensable : « *Ils ont tué mon frère, mon oncle, mon père. Comment je pourrais coexister avec des*

gens comme ça ». De peur que le cimetière soit saccagé par les Azerbaïdjanais, la famille a même exhumé le corps du grand-père pour l'enterrer en Arménie.

Mais, pour l'heure, ce ne sont pas les Azerbaïdjanais qui pillent le Kelbajar. Lidia et son mari Gulvern, derniers habitants de leur village, surveillent les allées et venues dans leur bourg. Fusil en main, le vieil homme interpelle des intrus garés devant chez ses voisins. Il les invective, les menace puis tire deux fois dans leur direction. Les pillards déguerpissent à bord de leur van métallisé.

De sa voix brisée, Lidia dénonce : *« Des gens ont volé le domicile d'un soldat. Ils en ont pris les câbles et les lampes. Ils ont complètement désossé la maison, pris le toit puis, ils l'ont incendiée. Ce ne sont pas les Turcs (dénomination péjorative des Azerbaïdjanais) qui font ça. Ce sont des gens venus d'Arménie »*. Amère, la villageoise questionne : *« Comment des Arméniens peuvent voler les leurs ? Finalement, peut-être que les turcs sont mieux »*. Pourtant, Lidia s'apprête, elle aussi, à fuir en Arménie, sans réellement savoir où elle pourra s'installer. Une chose est sûre, elle ne reviendra pas au Haut-Karabakh : *« Trois fois, j'ai construit une maison et, trois fois, j'ai dû partir. Une fois en 1991, une fois en 2016 et cette fois. Peu importe où j'habiterai, tant que ce n'est pas ici »*. Son époux, lui, reste au village : *« Pourquoi je devrais partir ? Je ne vois pas de qui je devrais avoir peur. De toute façon, les Azéris ne viendront pas jusqu'ici »*.

"Quelques jours pour couper le maximum de bois"

Des centaines d'hommes chargent d'imposants véhicules de bois coupé sur les bas-côtés de la route. La pratique est pourtant illégale depuis les années 90 pour préserver l'environnement. Hovik qui vient de Vardenis en Arménie avoue : *« on a quelques jours pour couper le maximum de bois avant que ça devienne azéri. Puis on va le revendre en Arménie »*. Pour le fermier c'est une manne financière non négligeable car, dans le pays le combustible se vend à prix d'or à la saison froide. Les camions bennes gavés de bois ralentissent le trafic des milliers de voitures qui s'empressent de quitter la région. En sens inverse, des dizaines de bus ramènent des femmes et des enfants vers Stepanakert et ses environs, qui avaient été évacués le 7 novembre.

Plus de 700 personnes sont ainsi retournées dans ce qui reste du Haut-Karabakh arménien, amputé de Chouchi et de plusieurs régions telles que Hadrout au sud, de Latchine à l'ouest et de la ville fantôme d'Aghdam à l'est. Cerné par les troupes azerbaïdjanaises, le village de Khachmach attend encore le retour de 200 de ses habitants, principalement des femmes et des enfants. La route pour accéder à cette bourgade au sud-est de Chouchi est désormais une ligne de démarcation entre Azerbaïdjanais et Arméniens. Cette voie est trop dangereuse et les habitants doivent emprunter un chemin boueux à travers les bois et les

champs pour rejoindre Khachmach. Dans cette commune, il n'y a plus courant. Pour sa consommation électrique, le village dépend d'une localité voisine, désormais sous contrôle azerbaïdjanais.

Le maire Khachmach, Rafik Grigoryan, espère un retour rapide à la normale mais il reconnaît qu'« *être entouré par les Azéris va affecter notre vie quotidienne, car, notre ennemi est en face de nous, à deux kilomètres. Peut-être que ça se passera bien. Le temps nous le dira. Si c'est nécessaire, nous nous organiserons pour sécuriser le village* ». Un de ses administrés ajoute : « *Il faut que la jeune génération revienne vivre ici et prospère pour faire peur aux Turcs* ».

Mais les aspirations des jeunes sont moins affirmées. Akadim Ghazariayan, 20 ans, qui est resté au village durant toute la guerre, n'a aujourd'hui qu'un désir : « *j'aimerais partir car ça ne sera plus jamais comme avant. Ce village va garder la frontière de l'Artsakh (dénomination arménienne du Haut-Karabakh), un peu comme le mur dans Game of Thrones. Je pensais déjà à partir, mais cette fois c'est décidé. Je vais rejoindre mon frère à Erevan* ».

<https://www.marianne.net/monde/de-cendres-et-de-ruines-les-adieux-au-haut-karabakh>

Le Haut-Karabakh, un test géopolitique

Libération

Par [Michel Marian, essayiste et membre du comité de rédaction de la revue «Esprit»](#) — 15 novembre 2020 à 17:06

Azerbaïdjan, Russie et Turquie sont pour l'heure les trois vainqueurs du cessez-le-feu conclu avec l'Arménie. Mais Erevan n'est pas seul dans cette triple défaite, c'est aussi celle de la diplomatie occidentale.

Tribune. L'accord de cessez-le-feu au Haut-Karabakh a imposé des conditions léonines à l'Arménie, entérinant toutes les avancées territoriales de l'Azerbaïdjan (dont la prise de Chouchi, la deuxième ville du pays), et y ajoutant la cession par l'Arménie

de tous les «rayons» azerbaïdjanais (dont les alentours du corridor de Latchin entre l'Arménie et le Karabakh) qu'elle conservait, depuis 1994, comme monnaie d'échange contre un statut pour la région.

Cet accord fait trois vainqueurs. L'Azerbaïdjan, qui, outre son gain en territoire, repousse sine die la fixation d'un statut. La Russie, conceptrice et garante de l'accord, rééquilibre sa position pro-arménienne de l'époque Eltsine, où elle avait puni l'Azerbaïdjan de n'être pas entré dans l'organisation de défense mise en place par Moscou. Elle regagne une présence militaire dans ce pays, du moins à sa bordure, à travers la force d'interposition de 2 000 hommes, qu'elle place sur la ligne de cessez-le-feu. La Turquie, enfin, reçoit un prix symbolique : la création d'un centre russo-turc d'observation du cessez-le-feu. Mais surtout elle réalise un objectif historique : la création d'un corridor entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan (province azerbaïdjanaise enclavée entre l'Arménie et la Turquie), qui crée une continuité entre les deux «frères» turcophones. L'Arménie n'était pas en état de refuser et Vladimir Poutine a détruit l'équilibre frontalier du Sud-Caucase que Staline avait confectionné à l'avantage de Moscou.

Trois vainqueurs, c'est beaucoup pour un accord en neuf points après un conflit de six semaines. Les frictions commencent sur le siège et le fonctionnement du centre russo-turc. Les Turcs le souhaiteraient près de la ligne de cessez-le-feu et paritaire. Les Russes l'éloignent et réduisent l'activité des Turcs à l'envoi de drones. Mais, pour l'un et l'autre, le plus important était d'afficher que leur entente produit une solution.

L'Arménie a été seule dans la bataille, mais, face à tant de vainqueurs, elle ne peut être seule dans la défaite. L'Occident est aussi du côté des perdants. Certes, on ne mettra pas sur le même plan le Canadien Justin Trudeau, qui a stoppé la livraison d'armes à Bakou, ou Emmanuel Macron, qui a nommé l'agresseur et son parrain, et Donald Trump, aux abonnés absents. Mais, au bilan, le «groupe de Minsk», copiloté par Washington et Paris avec Moscou, émanation de l'Organisation des nations unies (ONU), via l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), pour conduire le processus de paix, a été écarté, ce qui était l'un des buts de Recep Tayyip Erdogan, et une satisfaction secrète pour Vladimir Poutine.

Voilà pourquoi l'accord a été reçu froidement par la France. Le Président et le ministre des Affaires étrangères, tout en se félicitant du cessez-le-feu, ont insisté sur la différence entre «armistice» et «paix durable», et sur la nécessité d'examiner tous les paramètres, écrits et non écrits, de l'accord. On peut gager que celui-ci ne sera pas validé rapidement à l'ONU.

Au-delà d'une réaction de dépit, il est possible que cette prise de distance aille plus loin et marque le début d'une réponse plus cohérente à une situation caucasienne nouvelle sur deux plans.

D'abord, la «connivence compétitive» entre les Russes et les Turcs a été confirmée. Cet axe, qui a utilisé l'Arménie comme exemple de son efficacité, a pour but principal d'affaiblir l'Occident. La diminution de sa nocivité pourrait être une priorité de la «diplomatie active» de Joe Biden.

Desserrer l'étau russo-turc sur l'Arménie rejoint désormais directement les intérêts occidentaux. Mais cela ne se fera pas en un jour, comme une «révolution de couleur» à l'ukrainienne. Car, malgré les liens «*culturels et historiques*», qu'Emmanuel Macron a rappelés dans son jugement sur le cessez-le-feu, les dépendances de l'Arménie à l'égard de la Russie sont lourdes, militaires, mais aussi économiques, sociales, et encore accrues par le cessez-le-feu. Mais, après le choc de la défaite et du lâchage russe (avec un repêchage de dernière minute, comme en 1920, à l'époque face aux Turcs kémalistes), une partie de la société arménienne reconsidère les alliances. Elle avait déjà demandé, en 2012, un partenariat avec l'Union européenne en vain. Cette fois-ci, l'Occident ne paraît plus l'allié imperturbable de la Turquie, ce qui change la moitié de l'équation.

Trois niveaux d'intervention sont possibles. Premièrement, soutenir le Premier ministre, Nikol Pachinian, en butte aux tentatives de déstabilisation des tenants de l'ancien régime. Il incarne les progrès du pays, réalisés depuis deux ans et qui ont été salués par les instances internationales. C'est aussi pour l'affaiblir que Vladimir Poutine a tant cédé à Recep Tayyip Erdogan. Encore faut-il aider Nikol Pachinian, qui se place sous l'égide de l'éducation, de la science et de la démocratie à offrir de nouvelles perspectives à son peuple.

Deuxièmement, réunir sous un concept simple, compréhensible par les opinions, les éléments qui doivent compléter l'accord pour qu'il soit acceptable par l'ONU. Ce concept pourrait être «la symétrie, l'égalité de traitement dans tous les dossiers» : retour ou compensation de tous les réfugiés, levée de tous les blocus (même si l'état d'esprit en Arménie n'est plus à l'ouverture de la frontière avec la Turquie), procédure de pénalisation de tous les crimes commis dans le conflit (depuis le premier pogrom de Soumgaït, en 1988). Enfin, développer les deux tiers du Karabakh restés à l'Arménie, et que l'Azerbaïdjan n'est pas en situation de contester pour l'instant.

Les soutiens qu'ont obtenus les diasporas autour du mot d'ordre de «*reconnaissance de la souveraineté de l'Artsakh*» [*dénomination arménienne du Haut-Karabakh, ndlr*] indiquent la voie d'une reconnaissance de facto. Le modèle n'est pas le Kosovo, mais la république de Chypre, qui, après l'amputation de son territoire en 1974, a connu un essor économique rapide qui l'a menée jusqu'à l'entrée en Europe. Après l'aide urgente à la reconstruction, il faudra redynamiser les coopérations locales et transférer celles qui avaient pour sites les zones conquises par Bakou.

En France un mouvement de solidarité et de coopération avec le Karabakh s'était exprimé depuis 2018 à travers la signature de «chartes d'amitié» entre villes. Elles ont été annulées par la justice administrative, à la demande du

gouvernement, selon lequel les mairies du Karabakh ne pouvaient être partenaires conventionnels de mairies françaises au nom de la «cohérence diplomatique». Cette diplomatie peut et doit aujourd'hui opérer un tournant. Il faut lever ces interdictions pour stimuler l'aide au développement éducatif et économique de ce territoire.

Michel Marian est l'auteur de : *les Arméniens en 100 questions*, à paraître chez Tallandier en 2021.

[Michel Marian essayiste et membre du comité de rédaction de la revue «Esprit»](#)

https://www.liberation.fr/debats/2020/11/15/le-haut-karabakh-un-test-geopolitique_1805655

Nora Martirosyan - Haut-Karabakh, la reconnaissance par le cinéma

28 minutes – ARTE

L'Arménienne Nora Martirosyan signe son premier long-métrage "Si le vent tombe", un film qui pourra donner à son pays une existence "peut-être pas politique", mais cinématographique, espère sa réalisatrice.

41 min

Disponible du 16/11/2020 au 15/01/2021

À travers son premier long métrage, "Si le vent tombe", l'Arménienne Nora Martirosyan donne au Haut-Karabakh une existence cinématographique /

Haut-Karabakh, la reconnaissance par le cinéma

Alors que cette région a refait son apparition sur le devant de la scène en raison des affrontements entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, "28 Minutes" a souhaité parler du Haut-Karabakh à travers l'art. L'Arménienne Nora Martirosyan signe son premier long métrage "Si le vent tombe", "l'histoire d'un film de paix plongé dans la guerre, d'un film d'espoir rattrapé par le doute, d'un film dont le titre évoque, pour le conjurer, le souffle glacial de la guerre qui a repris au

Haut-Karabakh après vingt-cinq ans d'une drôle de paix." Un film qui pourra donner à son pays une existence "peut-être pas politique", mais cinématographique, espère sa réalisatrice. **Nora Martirosyan** est notre invitée.

<https://www.youtube.com/watch?v=h7xrKa9TLpY&feature=youtu.be>

<https://www.arte.tv/fr/videos/097407-061-A/28-minutes/>

Fragile Arménie

Editorial

La guerre n'est plus une option pour l'Arménie face à l'Azerbaïdjan.

Jean-Christophe Ploquin,

le 15/11/2020 à 18:43

L'[Arménie](#) est traumatisée par le choc de sa défaite face à l'[Azerbaïdjan](#), entérinée par un cessez-le-feu signé le 9 novembre à Moscou. Plus de 2 300 soldats ont été tués pour défendre le [Haut-Karabakh](#). Et l'accord stipule qu'une partie de ce territoire ancestral va rester sous le contrôle de l'adversaire, tandis que les districts d'Azerbaïdjan que les Arméniens avaient conquis durant le conflit précédent seront rétrocédés. Par désespoir, des habitants préfèrent brûler leurs maisons avant de partir en lieu sûr. Des éléments du patrimoine religieux chrétien sont aussi démontés pour être transportés en Arménie, par crainte qu'ils ne soient détruits par les nouveaux occupants.

Ces scènes émouvantes éveillent un sentiment de solidarité légitime en France. Mais la mémoire de la guerre de 1992-1994, remportée par les Arméniens, oblige à constater qu'elles sont le reflet inversé de ce que vécurent, à l'époque, des centaines de milliers de civils en majorité azerbaïdjanais. Tragique leçon : dans cette mosaïque ethnoculturelle qu'est le Caucase, le recours aux armes ne garantit ni stabilité ni développement.

L'avenir paraît sombre pour une Arménie dont la dépendance envers la Russie, garante du cessez-le-feu, est encore accrue. Des partis revanchards veulent reprendre le pouvoir à Erevan. Pour la diaspora arménienne, nombreuse en France, se pose la question du type de soutien à apporter à cette petite patrie chère à leur cœur. Il faut espérer que le plus grand nombre entretiendra l'espoir qu'une paix juste et durable sera un jour possible. Ils peuvent témoigner que d'autres nations, en Europe, ont concrétisé un tel projet. Bien sûr, ce chemin ne sera possible que si Bakou et Ankara renoncent également à la logique guerrière.

Jean-Christophe Ploquin

«L'Arménie et la population arménienne du Haut Karabakh ont plus que jamais besoin de notre solidarité»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Le président et le directeur général de SOS Chrétiens d'Orient s'inquiètent pour l'avenir de la population chrétienne sommée de quitter la région suite à l'accord de cessez-le-feu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Par Charles De Meyer et Benjamin Blanchard

Publié hier à 17:31, mis à jour hier à 17:31

Par Charles de Meyer, président de SOS Chrétiens d'Orient, et Benjamin Blanchard, directeur général de SOS Chrétiens d'Orient

L'Arménie fut la première nation se convertissant au christianisme. En Cilicie, un brillant royaume arménien a éclos avec des liens forts avec la France et les États latins d'Orient et dont le dernier roi Lévon VI de Lusignan mourra en exil à Paris et aura son gisant dans la basilique de Saint-Denis. L'Arménie a donc des forts liens avec la France et le christianisme dans l'histoire longue.

45 jours. C'est le temps qu'ont résisté les Arméniens, face aux assauts répétés de l'Azerbaïdjan, de la Turquie, des mercenaires djihadistes basés avant en Syrie et transférés par la Turquie et des drones israéliens.

Comment dès lors ne pas penser au magnifique livre de Franz Werfel, *Les Quarante Jours de Musa Dagh* qui décrit la résistance héroïque des Arméniens du Musa Dagh face au génocide organisé par les Jeunes-Turcs. De même, de quel sombre avenir est porteur la défaite finale de l'Artsakh malgré l'héroïsme de ses défenseurs?

L'accord de cessez-le-feu

L'Artsakh, avec le soutien arménien, avait réussi à conquérir en 1994 son autodétermination contre la dictature azerbaïdjanaise, à l'issue d'un conflit commencé par les pogroms d'Arméniens à Bakou, Sumgait et Kirobovad orchestrés par les Azerbaïdjanais. Ces derniers n'ayant pas accepté l'autodétermination, les tensions se sont envenimées et ont débouché sur la relance d'un conflit de haute intensité le 27 septembre 2020.

L'accord de cessez-le-feu du 10 novembre prévoit la restitution à l'Azerbaïdjan des territoires entourant l'Artsakh de même que le contrôle par l'Azerbaïdjan des territoires qu'il a envahis en Artsakh. Le corridor de Lachin qui relie l'Artsakh et l'Arménie restera sous contrôle de l'Arménie et une force d'interposition russe sera positionnée dans le Haut-Karabagh dont le statut est incertain tandis que les forces arméniennes se retireront.

Les pays occidentaux ont brillé par leur inaction ou par des condamnations verbales

Les réfugiés pourront revenir. La Russie a joué un rôle pour le moins ambigu en ne soutenant pas l'Arménie et l'Artsakh de même que la politique de la Russie tsariste lors des pogroms anti-Arméniens de 1905 et de la Russie bolchevique qui a laissé l'Artsakh et le Nakhitchévan entre les mains de l'Azerbaïdjan. Les pays occidentaux ont brillé par leur inaction ou par des condamnations verbales.

Que faire?

Tout d'abord cela a montré que les alliances purement géopolitiques restent fragiles. L'Arménie et l'Artsakh ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Cela a aussi montré l'importance de la démographie pour l'avenir d'une nation, l'Arménie ayant souffert de son déclin démographique en passant de 3,6 millions d'habitants à 3 millions d'habitants comparé à l'Azerbaïdjan passé de 7 à 10 millions d'habitants.

Pour ceux voulant aider l'Arménie et la liberté d'un peuple chrétien ayant souffert d'un génocide et réclamant son autodétermination sur une partie de ses terres historiques, l'aide doit actuellement être humanitaire pour accueillir les réfugiés, aider la société arménienne à surmonter le choc de la guerre et lutter contre le développement de la pandémie du nouveau coronavirus qui a eu lieu durant la guerre.

Mais l'aide doit aussi être économique pour aider l'Arménie à développer une autonomie militaire et technologique face aux pétrodollars de Bakou. Enfin, l'aide doit être politique pour créer un mouvement de solidarité avec l'Arménie qui soit effectif dans les coups durs. Elle doit voir qui est l'ennemi à savoir la logique expansionniste de la synthèse turcoislamique au pouvoir à Ankara et comment le combattre.

Dans l'immédiat, une solidarité politique devrait s'exercer entre les pays occidentaux pour qu'une pression soit effectuée par ceux-ci sur la Turquie et l'Azerbaïdjan, en ciblant les structures liées à Ankara et les économies turque et azerbaïdjanaise. En effet, plusieurs points doivent être garantis si possible: la possibilité pour l'Artsakh de garder une force d'autodéfense et ne pas être à la merci de l'Azerbaïdjan, la possibilité pour les Arméniens de rester à Shushi sous protection russe avec l'application du droit au retour des réfugiés pour les

Arméniens et la protection du patrimoine culturel arménien dans les zones sous occupation azerbaïdjanaise.

Le pire étant à craindre de la dictature raciste et panturquiste d'Aliyev qui a récemment comparé les Arméniens à des chiens

Les médias et le mouvement de solidarité doivent documenter les éventuelles violations de droits humains après le cessez-le-feu, le pire étant à craindre de la dictature raciste et panturquiste d'Aliyev qui a récemment comparé les Arméniens à des chiens. Il est également nécessaire, et cela semble une évidence, de remettre en question la présence de la Turquie au sein de l'OTAN.

L'Arménie et la population arménienne d'Artsakh ont plus que jamais besoin de notre solidarité d'autant que rien n'est inéluctable historiquement.

Les mauvais jours finiront et le peuple arménien doit pouvoir vivre libre sur ses terres historiques.

https://www.lefigaro.fr/vox/monde/l-armenie-et-la-population-armenienn-e-du-haut-karabakh-ont-plus-que-jamais-besoin-de-notre-solidarite-2020-11-16?fbclid=IwAR3tsPYojORg4eeyz4rD1wQl1beQkhOU7soosTwTbzK-oXfwzs_n6vVciF0

Haut-Karabakh : l'heure des adieux pour les Arméniens

La Croix

Reportage

Dans le Haut-Karabakh, des milliers d'Arméniens fuient les territoires qui doivent être rétrocédés à l'Azerbaïdjan, comme le prévoit un accord de paix léonin signé le 9 novembre. La rétrocession doit s'étaler sur plusieurs semaines. Dans la région de Kelbadjar, où s'est rendu notre reporter, elle a été repoussée du 15 au 25 novembre.

Pierre Sautreuil, envoyé spécial dans le Haut-Karabakh,

le 16/11/2020 à 07:26

Modifié le 16/11/2020 à 10:21

Dans une chapelle du monastère de Dadivank, des Arméniens venus prier se serrent les uns contre les autres. Ce 13 novembre, ils ont voulu se recueillir parmi les pierres ocre de cet ensemble millénaire, qui compte parmi les plus hauts lieux de l'Église apostolique arménienne dans [le Haut-Karabakh](#). Beaucoup pleurent. Ils gardent les yeux fixés sur les cierges pour ne pas voir le marteau-piqueur qu'installent des ouvriers dans un coin de la pièce.

Trois jeunes femmes entament un hymne triste. Comme pour donner du courage, comme on tient la main à un mourant. Soudain la machine se met en marche. Le marteau-piqueur fracasse un pan de mur pour en détacher les *khatchkar*, croix de pierres richement sculptées que les autorités espèrent sauver.

Qu'advient-il du reste ? Le monastère se trouve dans la région de Kelbadjar, qui doit être rétrocédée à l'[Azerbaïdjan](#), comme le prévoit l'accord de paix signé le 9 novembre. Tous craignent de voir les nouveaux arrivants détruire le lieu saint et ses *khatchkar*, comme cela fut fait dans la région voisine du Nakhitchevan.

Une cohabitation inconcevable

Gardien du monastère, le père Hovhannès entre dans une colère noire en voyant des soldats emporter sur leurs épaules les stèles délogées. « *D'où est venu cet ordre ? hurle-t-il au téléphone. Le monastère reste à nous ou il passe aux Turcs ? Personne ne sait rien !* » Du fond de la vallée, monte la fumée d'une maison que son propriétaire a incendiée avant de partir. La cohabitation est inconcevable.

« *Dans six mois, ce sera une très belle église albanaise* », sourit Krikor (1), 30 ans, qui maquille sa tristesse en humour noir. Lui craint que les Azerbaïdjanais ne réécrivent l'histoire du lieu. Sur Twitter, le vice-ministre de la culture azerbaïdjanais, Anar Karimov, a affirmé que le monastère n'aurait pas été bâti par les Arméniens, mais par l'antique royaume des Albans du Caucase : une manière de légitimer la reprise en main de ce territoire peuplé d'Arméniens, mais que le droit international reconnaît comme faisant partie de l'Azerbaïdjan.

L'émotion leur a coupé la voix

Comme beaucoup ici, Krikor et ses amis sont venus d'Erevan dès le petit matin pour admirer une dernière fois le monastère. Musiciens, ils avaient prévu d'organiser un concert pour dire au revoir à ce lieu chéri. Parvenus sur place, l'émotion leur a coupé la voix. Le requiem n'a pas eu lieu. Ils prient en silence, puis reprennent la route. La rétrocession de la région de Kelbadjar signe la fin de la continuité territoriale entre l'Arménie et le Haut-Karabakh. Deux corridors doivent être mis en place sous contrôle russe, mais nul ne sait quand.

Une fuite vers l'Arménie

Les musiciens décident de se rendre à Stepanakert, la capitale de la république de l'Artsakh, le nom de l'État non reconnu du Haut-Karabakh. Sur la route, ils croisent les voitures surchargées qui foncent vers l'[Arménie](#), tables et chaises empilées sur le toit. Ici, un homme grimpe sur un pylône pour sectionner les lignes électriques. Là, des soldats démantèlent une station électrique. Sur les pentes escarpées, des hommes abattent les arbres par milliers. « *Le bois, c'est tout ce qu'il reste à vendre quand on n'a plus rien* », confie l'un d'eux, en

chargeant les stères dans une fourgonnette. Derrière lui, une école incendiée finit de brûler.

« Je vous en prie, ne jugez pas les gens d'ici. » Dans la voiture, les musiciens oscillent entre tristesse et excitation. Des serments sont lancés : ils ne quitteront pas la région, même si la route devait être coupée. Ils s'arrêtent devant un monastère, prennent quelques photos, repartent.

Ils arrivent à Stepanakert à la tombée de la nuit. Un brouillard glacial colle à la capitale désertée. Une évacuation en catastrophe, le 7 novembre, a achevé de vider la ville de sa population. L'appel au retour lancé par le président de la république d'Artsakh, Arayik Haroutiounian, n'a été suivi que par quelques-uns. Certains ne sont revenus que pour récupérer des affaires avant de partir en Arménie.

La confiance est inexistante

À l'hôtel Armenia, le seul encore ouvert, le personnel s'en est allé. Reporters et officiers ont investi les lieux, ils se partagent des boîtes de conserve dans une salle de réception d'une saleté répugnante. La défaite se lit sur les visages des soldats ; le deuil aussi. Ils boivent à la santé des amis perdus.

La trêve a mis fin aux combats, mais la confiance est inexistante. Au nord-est, la région d'Agdam doit être rétrocédée à l'Azerbaïdjan d'ici au 1^{er} décembre mais, pour l'heure, les soldats arméniens continuent d'occuper leurs positions au milieu de cette ville morte, dont la désolation ne date pas de ces dernières semaines.

Peuplée à la chute de l'URSS de 30 000 habitants, pour la plupart azéris, la ville d'Agdam avait été écrasée sous les bombes à l'été 1993, lors de la première guerre du Haut-Karabakh. La population a fui les combats. Agdam figure depuis au panthéon des plus grandes villes fantômes du monde.

« Ils ont déjà commencé à profaner la cathédrale »

« La guerre reprendra tôt ou tard, j'en suis sûr à 100 % », affirme un sous-officier arménien au milieu des ruines. Les positions azerbaïdjanaises ne sont qu'à deux kilomètres, les ennemis s'observent en silence. *« Ce ne sont pas des êtres humains, ils ne respectent rien. Regardez, ils ont déjà commencé à profaner la cathédrale de Chouchi ! Nous n'avons jamais touché à la mosquée d'Agdam. »*

De fait, les deux minarets érigés par les Perses au XIX^e siècle sont toujours debout. Pour l'avoir infligée il y a trente ans, les Arméniens savent bien à quoi ressemble la loi des vainqueurs. Dans les villages de la région d'Agdam, leurs ressortissants ont déjà presque tous plié bagages.

« Nous nous battons depuis des siècles »

La plupart vont en Arménie. Seule une minorité semble décidée à rester dans les territoires que la république d'Artsakh est parvenue à conserver. *« À quoi bon venir ici, il n'y a pas de travail, pas d'électricité »*, se lamente Lenoul Aïvazkian, 66 ans, dans la rue principale de Martakert, petite ville à une trentaine de kilomètres d'Agdam. Une colonne de blindés russes stationne devant les ruines de la salle des fêtes nommée « Moscou ». Partout autour, les bâtiments portent la trace de cruels bombardements.

Du doigt, Lenoul indique les quartiers construits à la hâte à la fin des années 1990, pour accueillir les réfugiés des pogroms anti-arméniens de Soumgaït et Bakou, en Azerbaïdjan. *« Nous nous battons depuis des siècles. Peut-être les générations suivantes feront-elles la paix. Mais nous, comment peut-on vivre avec un peuple qui a pourchassé et massacré les nôtres ? »*

Comment savoir avec certitude, dans ce pays de falaises et de montagnes, où passe l'invisible ligne administrative qui doit décider du sort des Karabakhtsis ? À la frontière entre les régions de Martakert et de Kelbadjar, des hommes portent à bout de bras un veau vers une bétailière. Par sécurité, Seran Agadjanian, 39 ans, exfiltre vers l'Arménie une vingtaine de ses vaches. Il reviendra ensuite. *« On ne sait pas si on peut faire confiance aux Russes ou aux autres pour assurer notre sécurité, déclare-t-il. On est en plein milieu de la limite, alors on reste. Si les Turcs osent venir ici, on les attend les armes à la main. »*

Des habitations offertes aux flammes

Cinq kilomètres plus à l'est, Tcharektar brûle. Près de la moitié des habitations de ce petit village du district de Kelbadjar ont été offertes aux flammes par leurs propriétaires. Sur une table de jardin, à côté d'une maison dont le toit vient de s'effondrer, reposent les restes d'un ultime repas : du pain, du chou, des tomates, quelques fruits. Au sol gisent, à moitié calcinés, des outils de jardinage, quelques meubles, une bouteille de vodka vide, un singe en peluche. Dadivank est tout proche.

C'est ce samedi 14 novembre, en milieu d'après-midi, que le miracle tant attendu s'est enfin présenté aux portes du vénérable monastère, sous la forme de trois véhicules de transport blindés battant pavillon russe. Un lieutenant cagoulé annonce qu'un point de surveillance y sera installé, afin d'empêcher *« toute atteinte aux biens ou aux droits de l'homme »* dans les environs. La joie éclate sur les visages. Les héros du jour sont russes.

« Nous serons toujours là »

Le père Hovhannès s'avance pour exprimer sa reconnaissance, puis ordonne d'apporter de l'eau pour remplir les fonts baptismaux. Cinq adultes et leurs enfants se présentent dans l'église-cathédrale du monastère pour recevoir le baptême. La voix forte du prêtre résonne sous la coupole tandis qu'il oint les tempes, les oreilles, les contours de la bouche et les jambes des baptisés. La

cérémonie achevée, il annonce qu'il ne quittera pas le monastère. « *Si quiconque demain veut se faire baptiser, qu'il vienne. Nous serons toujours là.* »

L'exode de Kelbadjar

La nouvelle de l'arrivée des soldats russes au monastère s'est vite répandue, sans pour autant endiguer l'exode. Sur la route de l'Arménie, le restaurant d'étape d'Archak Zakarian, 52 ans, est vide. Lui boit du thé à petites gorgées, le regard perdu dans un feu de cheminée. Les meubles et les fenêtres de son auberge ont déjà été envoyés en Arménie. Il ne brûlera pas son restaurant mais ne laissera rien derrière lui. La présence des Russes ne change pas sa décision. L'accord de paix ? Une trahison. « *Nous sommes laissés à nous-mêmes. Personne n'est venu nous voir pour nous dire quoi faire.* »

La nuit tombe. À l'approche de la frontière arménienne, les véhicules n'avancent plus que pare-chocs contre pare-chocs. Des tirs de kalachnikovs claquent dans l'air glacé. Quelques soldats tentent tant bien que mal de discipliner la caravane de voitures surchargées et de camions à bestiaux qui s'étire sur des kilomètres, interminable fleuve métallique qui zigzague vers l'amont, remontant entre les véhicules accidentés et les dépanneuses militaires, toujours plus haut, en direction de l'Arménie.

À l'écart de la route, des hommes regardent brûler une maison. Ils sont venus d'Arménie pour aider leur ami à empiler dans des camionnettes tout ce qui pouvait l'être. La tâche presque accomplie, le propriétaire des lieux a donné des instructions et a pris la route. Ses amis ont achevé le chargement des meubles sans lui, puis, la nuit venue, ont versé de l'essence dans la demeure. Une dernière cigarette. Un geste de la main. Le feu l'a engloutie en un instant.

Des décennies de conflit

► **Région majoritairement peuplée d'Arméniens mais officiellement rattachée à l'Azerbaïdjan durant l'époque soviétique**, le Haut-Karabakh a fait l'objet de violents affrontements à la chute de l'URSS, qui se sont soldés, en 1994, par la prise de contrôle de la région par l'Arménie nouvellement indépendante, en même temps que de sept régions azerbaïdjanaises.

► **En dépit d'efforts diplomatiques dans le cadre du groupe de Minsk** (France, États-Unis, Russie), le conflit est resté dans une impasse.

► **De violents combats ont repris**, le 27 septembre 2020, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

► **Après six semaines d'affrontements**, le conflit s'est achevé le 9 novembre par la défaite de l'Arménie et la signature d'un cessez-le-feu.

Pierre Sautreuil, envoyé spécial dans le Haut-Karabakh

(1) Le prénom a été modifié.

<https://www.la-croix.com/Monde/Haut-Karabakh-lheure-adieux-Armeniens-2020-11-16-1201124817>

Haut-Karabakh: l'Arménie obtient un délai de dix jours pour évacuer les régions voisines

Publié le : 16/11/2020 - 08:31 Modifié le : 16/11/2020 - 14:12

Texte par : [RFI](#)

L'Arménie a obtenu dix jours supplémentaires pour évacuer le district de Kalbajar, avoisinant le Haut-Karabagh, qui devait être remis dimanche 15 novembre à l'Azerbaïdjan. Même chose pour le corridor de Latchin, ou Berdzor en arménien.

*Avec notre envoyée spéciale à Berdzor, **Anissa El Jabri***

L'ancien poste-frontière entre l'Arménie et le Haut-Karabagh ne fonctionnait plus depuis plusieurs semaines. Aujourd'hui flotte sur son toit un seul drapeau, le russe. On compte quatre postes de contrôle arméniens jusqu'au tout premier village après la frontière mais aussi, le long du corridor, trois postes de surveillance russe.

À [Berdzor](#), Latchin en azéri, à part deux volontaires arméniens armés, les forces russes sécurisent le village. Pour la première fois, des snipers sont apparus sur les toits et balcons des habitations. « *Cette présence russe nous rassure* », déclare ce matin un grand-père aux cheveux blancs.

Reportage d'Anissa El Jabri à Berdzor

RFI

« **C'est très dur ici** »

Mais, poursuit-il, « *c'est très dur ici, il n'y a pas de lumière, il n'y a qu'un seul magasin ouvert ; il y a des ruptures d'approvisionnement. Pour l'instant il y a encore des gens, tout le monde n'est pas parti mais on ne sait pas ce qui va se passer, s'il faut qu'on parte ou si on peut rester ça dépend de notre gouvernement. On attend qu'il nous dise si les Azéris viennent ici ou pas.* »

« *Pour l'instant, raconte-t-il encore, personne ne sait rien on n'a pas de certitudes, on attend des ordres et des nouvelles. Les Russes c'est notre espoir, sans eux on ne serait plus ici depuis longtemps car les Azéris ont tellement d'armes qu'on aurait pas pu lutter. Dans mon magasin il n'y a pas d'électricité. On l'attend pour ce soir mais pour la ville et les habitants, cela prendra encore*

quelques jours les poteaux electriques sur la route sont à terre. On attend leur réparation ».

Dans ce village bombardé intensément jusqu'à la dernière minute, avec trois nouveaux morts le jour de la fin de la guerre, le téléphone et internet passent pour la première fois depuis la fin du conflit. En revanche, pas d'électricité. L'unique générateur alimente un bâtiment officiel.

Les femmes et les enfants ne sont pas près de revenir

Résultat, tous les magasins sont fermés, à part un épicier qui vend des cigarettes des gâteaux secs et du café froid. Des hommes pas très bavards au visage marqué par la fatigue et l'inquiétude, démenageaient ce matin, des jeux d'extérieur. Visiblement, les femmes et les enfants ne sont pas près de revenir.

L'Arménie a obtenu dix jours supplémentaires pour évacuer le district de Kalbajar, avoisinant la région du Haut-Karabakh, qui devait être remis dimanche 15 novembre à l'Azerbaïdjan, après sa victoire dans un conflit meurtrier. Ce premier retrait des forces arméniennes à la faveur de l'accord de fin des hostilités du début de semaine parrainé par la Russie, a donc été reporté au 25 novembre après une demande d'Erevan, relayée par Vladimir Poutine.

Ces régions appartenaient au glacis protecteur formé par les forces arméniennes à l'issue de la guerre des années 1990 autour du Haut-Karabakh, région séparatiste d'Azerbaïdjan à majorité arménienne. La perspective d'un retour azerbaïdjanais a provoqué un exode de la population de Kalbajar. Nombreux sont ceux à avoir incendié leurs maisons pour ne pas que des Azerbaïdjanais les habitent. L'accord de fin des hostilités prévoit en outre la présence de quelque 2 000 forces de maintien de la paix russes dans un Haut-Karabakh amoindri.

<https://www.rfi.fr/fr/europe/20201116-haut-karabakh-l-arm%C3%A9nie-obtient-d%C3%A9lai-10-jours-%C3%A9vacuer-les-r%C3%A9gions-voisines>

Haut-Karabakh : «Il n'y aura plus rien ici, ce sera l'Azerbaïdjan»

Libération

Par Veronika Dorman, envoyée spéciale au Haut-Karabakh

15 novembre 2020 à 20:01

Après le cessez-le-feu signé lundi dernier avec Bakou, les soldats arméniens gagnés par l'amertume et un sentiment d'abandon doivent plier bagage et commencent à compter leurs morts.

La steppe jaune s'étale à perte de vue. Là où elle bute sur le ciel couleur d'acier se découpent les ruines de la ville d'Agdam. Prise aux Azerbaïdjanais dans la première guerre du Karabakh, elle n'a jamais été repeuplée par les Arméniens. Selon l'accord signé entre Bakou et Erevan, sous l'égide de Moscou, lundi dernier, ce district du Haut-Karabakh contrôlé par les indépendantistes arméniens doit être rétrocédé à l'Azerbaïdjan vendredi. Les ruines, les champs labourés par les obus, les jardins de grenades à perte de vue que personne n'a pu cueillir cette année... Et les lignes de défense, installées là depuis près de trente ans, sur la ligne de contact entre les territoires ennemis - des kilomètres de tranchées, des centaines de positions d'artillerie et de casemates.

https://www.liberation.fr/planete/2020/11/15/haut-karabakh-il-n-y-aura-plus-rien-ici-ce-sera-l-azerbaïdjan_1805681

HAUT KARABAKH/SOUTIEN

Machecoul. Un vœu en soutien au Haut-Karabakh

[Ouest-France](#) Publié le 17/11/2020 à 05h40

Le conseil municipal a voté une motion proposée par l'adjoint Jean Barreau, au sujet de la situation au Haut-Karabakh. Ce vœu dénonce « **une guerre d'une violence sans précédent contre la population du Haut-Karabakh** ».

Jean Barreau a expliqué, avec émotion et conviction : « **Cette terre, partie orientale de l'Arménie historique, est peuplée à l'échelle millénaire par le peuple arménien. Sur décision arbitraire et unilatérale de Joseph Staline, elle fut en 1921 rattachée à l'Azerbaïdjan.** » Il rappelle qu'en 1991, « **le peuple de l'Artsakh (Haut-Karabakh) se déclara République indépendante. L'Azerbaïdjan, voulant récupérer ce territoire peuplé à 95 % d'Arméniens, engagea alors une guerre sans merci** ». Selon lui, « **la neutralité d'action de la France, de l'Europe et de l'OTAN, face à une Turquie et un Azerbaïdjan dont l'objectif commun serait l'éradication de la population arménienne, donc un deuxième génocide, est insoutenable aujourd'hui et devant l'Histoire** ».

La motion a été votée à l'unanimité. Jean Barreau a précisé que des députés français s'étaient rendus sur place et avaient déposé une motion à l'Assemblée nationale. Il ajoute que la région PACA, Auvergne-Rhône-Alpes et la Corse, ainsi

que plusieurs communes en France et à l'étranger, avaient également voté des motions.

La motion machecoulaise sera transmise aux députés et sénateurs de Loire-Atlantique, pour leur demander de la soutenir à leur tour. Jean Barreau a précisé qu'il transmettrait de son côté la motion à la communauté arménienne de France, avec qui il est en contact.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/machecoul-saint-meme-44270/machecoul-un-voeu-en-soutien-au-haut-karabakh-7053907>

Ces maires français réclament la reconnaissance internationale d'un Haut-Karabakh arménien

LCI

INTERNATIONAL - Alors que l'Azerbaïdjan reprend le contrôle du Haut-Karabakh, une quinzaine de maires français réclament la reconnaissance internationale de ce territoire peuplé d'Arméniens. "Il est incompréhensible que nos autorités nationales ne réagissent pas", estime auprès de LCI, Nicolas Daragon l'édile de Valence (Drôme), à l'initiative de l'appel.

16 nov. 18:26 - Justine Faure

Ils réclament la reconnaissance internationale d'un Haut-Karabakh arménien. À l'initiative du maire LR de Valence (Drôme) Nicolas Daragon, l'objectif de cet appel est de garantir la paix et la sécurité des habitants de la région, où ces élus français craignent que se produise un nettoyage ethnique. Il est signé par la présidente du Conseil départemental de la Drôme Marie-Pierre Mouton, la maire de Décines (Rhône) Laurence Fautra, de Romans-sur-Isère (Drôme) Marie-Hélène Thoraval, le maire de Vienne (Isère) Thierry Kovacs, de Compiègne (Oise) Philippe Marini ou encore des Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône) Michel Amiel.

Dans son communiqué, Nicolas Daragon estime que la France, parce qu'elle entretient *"une relation d'amitié millénaire avec l'Arménie"*, doit sortir de sa neutralité et faire valoir sa *"responsabilité historique et universelle au regard du génocide dont son peuple a été victime en 1915"*. Auprès de LCI, il explique ce qui l'a motivé à lancer cette initiative.

LCI : Pour quelles raisons demandez-vous la reconnaissance internationale du Haut-Karabakh ?

Nicolas Daragon : Historiquement, le Haut-Karabakh c'est la 10e province d'Arménie. Des Arméniens y sont installés depuis des siècles, ils sont aujourd'hui

150.000 à y habiter. Et la France a des liens multiséculaires avec l'Arménie. Le pays siège à l'Organisation internationale de la francophonie, le dernier congrès a d'ailleurs eu lieu à Erevan. Nous avons des liens extrêmement forts avec ce peuple, la diaspora arménienne est particulièrement présente chez nous, voilà pourquoi il est dans notre devoir et de notre intérêt de nous mêler de ces sujets.

En quoi cela pourrait avoir un impact sur la situation au Haut-Karabakh ?

Avec la quinzaine de maires signataires, nous estimons que la seule solution pour que ce territoire soit délivré de l'emprise de l'Azerbaïdjan, c'est que son indépendance soit reconnue au niveau international. Nous sommes surpris de l'inaction du gouvernement sur le sujet car, derrière l'Azerbaïdjan, nous savons qu'il y a Erdogan, qui a récemment appelé au boycott de la France, qui a facilité l'arrivée de mercenaires jihadistes des territoires syriens venus livrer combat au Haut-Karabakh.

<https://www.lci.fr/politique/ces-maires-francais-reclament-la-reconnaissance-internationale-d-un-haut-karabakh-armenien-2170271.html>

ARMENIE

Les appels à la démission de Nikol Pachinian perdurent, le premier ministre arménien n'y répond pas

Par **Anelise Borges et Sandrine Delorme** • Dernière MAJ: 17/11/2020 - 08:23

Le Premier ministre arménien est toujours appelé à démissionner et à organiser de nouvelles élections après l'accord de cessez-le-feu au Haut-Karabakh, vu comme une défaite cuisante par les 17 partis de l'opposition. Hier encore, tous s'étaient réunis dans la capitale Erevan :

Gegham Manukyan du parti de la Fédération Révolutionnaire Arménienne, haranguait ainsi la foule :

"Pour le bien de notre pays, pour le bien de notre dignité, pour le bien de ce peuple, partez simplement..."

Pour beaucoup ici, le premier ministre Nikol Pachinian a capitulé en acceptant un accord de cessez-le-feu avec l'Azerbaïdjan qui fera perdre à l'Arménie une partie importante du Haut-Karabakh et des districts adjacents qu'elle occupait depuis trois décennies.

"Ils ont menti aux gens en disant que nous étions en train de gagner, que nous avions le contrôle de la situation... Et ce n'est que ces derniers jours qu'il est devenu clair que tous ces territoires avaient été abandonnés, puis ils ont atteint Chouchi et la ville s'est rendue. Nous avons le sentiment que c'est une trahison", explique Varuzhan Sahakyan, un habitant d'Erevan.

Ce lundi, Nikol Pachinian a fait sa première apparition publique depuis l'annonce du cessez-le-feu la semaine dernière. Il s'est adressé au parlement. La session spéciale a été diffusée en direct sur Facebook pour tenter d'atteindre tous les élus et le reste du pays. Il a défendu son accord expliquant que c'était la seule option pour l'Arménie.

Pour certains, l'accord de cessez-le-feu a tout de même été une "bonne nouvelle".

Avec l'arrêt des combats, de nombreuses personnes déplacées hébergées ici à Erevan ont commencé à penser à rentrer chez elles et à reconstruire.

Karina Mkrtchyan fait partie de ceux-là. Sa maison familiale à Martakert restera sous contrôle arménien près de la nouvelle frontière avec l'Azerbaïdjan.

Elle dit qu'elle est impatiente de reprendre le cours de sa vie, mais qu'il lui sera impossible de coexister en paix avec ses nouveaux voisins :

"Mon frère est mort le 13 octobre et c'était mon seul frère. Nous ne sommes même pas allés sur sa tombe. Personne ne voudrait vivre à côté d'un ennemi qui..., c'est tout. "

Cette dernière guerre pour le Haut-Karabakh n'est que le dernier épisode d'un conflit qui dure depuis des décennies et qui a alimenté le discours politique des deux pays.

Pour les Arméniens, c'est une perte énorme que beaucoup espèrent pouvoir un jour compenser.

<https://fr.euronews.com/2020/11/17/les-appels-a-la-demission-de-nikol-pachinian-perdurent-le-premier-ministre-armenien-n-y-re>

GRECE/TURQUIE

Grèce-Turquie: la guerre de mille ans

Le Figaro

RÉCIT - Depuis que la crise a éclaté cet été entre la Turquie et la Grèce pour le contrôle des hydrocarbures en Méditerranée, le président Erdogan joue la surenchère. Une attitude éclairée par une histoire de tensions séculaires entre les deux pays.

Par Tancrède Josseran

Publié hier à 14:53, mis à jour hier à 14:53

Cet article est extrait du nouveau *Figaro Histoire*: [«Comment les communistes ont pris le pouvoir en Chine»](#), 132 pages, 8,90 €, disponible en kiosque et sur le Figaro Store.

Istanbul, 24 juillet 2020. L'imam achève son prêche sous les voûtes de Sainte-Sophie. Devant un parterre recueilli, se détache [Recep Tayyip Erdogan](#). À quoi peut bien penser le président turc? Toute sa vie, il a attendu cet instant. Il lui a donné corps le 10 juillet en annonçant la retransformation de l'antique basilique chrétienne en mosquée, puis en choisissant le jour anniversaire du traité de Lausanne pour cette première prière collective. *Hagia Sophia*, c'est en effet pour lui l'antidote à ce traité qui a fixé, en 1923, des frontières turques qu'il rêve de remodeler. Mais c'est aussi le symbole d'une promesse divine faite à un peuple choisi: les Turcs. À charge pour eux de relever le Croissant. Un hadith du prophète Mahomet promettait la félicité éternelle à qui s'emparerait de la capitale byzantine: «*Constantinople*

Cet article est réservé aux abonnés.

<https://www.lefigaro.fr/histoire/grece-turquie-la-guerre-de-mille-ans-20201116>

GENOCIDE DES TUTSI

Génocide au Rwanda : nouvelle polémique autour de la commission Duclert

La Croix

Analyse

Une membre de la commission d'historiens chargée de faire la lumière sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994 s'est mise en retrait. Plusieurs historiens lui reprochaient d'être de parti pris. Cette affaire interroge sur l'orientation du rapport que cette commission doit rendre à Emmanuel Macron en avril 2021.

Laurent Larcher, le 16/11/2020 à 18:58

C'est un nouveau départ qui touche la Commission d'historiens chargée par Emmanuel Macron de faire la lumière sur le rôle de la France au Rwanda entre 1990 et 1994. Après l'historienne Annette Wievorka, en septembre 2019, c'est au tour de Julie d'Andurain de quitter cette équipe, nommée il y a un an et demi

et qui doit rendre au président de la République, en avril 2021, le fruit de son enquête sur l'implication militaire et politique de la France dans ce pays où 800 000 Tutsis ont été exterminés au printemps 1994, selon l'ONU.

Un départ surprenant et sans raison officielle

Si Annette Wievorka avait quitté cette commission car elle ne se sentait pas le courage et la force de se plonger dans cet immense travail, Julie d'Andurain s'est mise en retrait le 25 août 2020, a annoncé de manière surprenante ce samedi 14 novembre, Vincent Duclert, le président de la commission.

Il n'en a pas précisé la raison, et *« ne souhaite pas faire d'autres déclarations »*, précise-t-il, préférant se concentrer *« avec mon équipe sur la fin des dépouillements d'archives et la rédaction du Rapport de la Commission »*. Un silence adopté par les autres membres de la commission.

« Cette mise en retrait volontaire signifie que Madame d'Andurain ne consulte plus d'archives, qu'elle ne participe plus aux réunions d'équipe et qu'elle ne contribue pas à la rédaction du rapport », a toutefois spécifié Vincent Duclert. L'historien précise que ce rapport *« sera remis le 5 avril au président Macron, lequel le rendra aussitôt public avec l'intégralité des sources in extenso, comme cela a toujours été décidé et annoncé »*.

Au cœur d'une polémique

L'annonce de la mise en retrait de Julie d'Andurain est intervenue alors que l'historienne était au cœur d'une polémique déclenchée par un article du Canard Enchaîné, à la fin du mois d'octobre. L'hebdomadaire avait exhumé un article qu'elle avait écrit sur l'intervention militaro-humanitaire française Turquoise de juin à août 1994, dans lequel elle estimait que l'*« L'Histoire rendrait raison »* au bilan de cette opération controversée depuis 26 ans.

Après avoir pris connaissance de cet article sur Turquoise, plusieurs historiens avaient critiqué les orientations de Julie d'Andurain, notamment Jean-Pierre Chrétien : *« J'avoue m'interroger sur la fibre historienne de Madame d'Andurain face à la question rwandaise quand elle écrit que "L'Histoire lui rendra raison [à l'opération Turquoise] dès lors que les historiens pourront ouvrir les archives dans 50 ans". Elle n'attendrait donc rien de nouveau d'un tel dépouillement ? »*.

Sauver le rapport la crédibilité du rapport de la commission

L'historienne Hélène Dumas, spécialiste du Rwanda et écartée de cette commission, ajoute : *« l'orientation des écrits de Julie d'Andurain est claire, elle va dans le sens voulu par les défenseurs du rôle de l'armée française au Rwanda. Sa mise en retrait pose question sur le futur rapport de cette commission : quelle place et quel rôle auront le travail qu'elle a fourni pendant un an et demi dans l'élaboration du futur rapport. On ne le sait pas. »*

« La date de cette mise en retrait est une blague, juge le spécialiste du Rwanda Jean-François Dupaquier. Après l'exhumation des écrits de cette historienne par le Canard enchaîné, ce 28 octobre, j'en ai discuté avec Vincent Duclert plusieurs fois : elle siégeait alors dans la commission. » Et de penser : « il a été obligé de s'en séparer car sa présence jetait la plus grande suspicion sur la neutralité du futur rapport. »

Face aux archives, la position de Julie d'Andurain a changé

Contactée, Julie d'Andurain ne souhaite pas s'exprimer sur ce sujet. En revanche, parmi ceux qui ont pris sa défense, l'historien Robert Frank explique : *« notre soutien a été mal interprété. Nous avons condamné la forme prise par les attaques dont elle était l'objet sur Twitter. Cela a été interprété comme une défense de son article sur Turquoise. Or cet article est très mauvais, cela ne fait aucun doute. D'ailleurs, elle-même le reconnaît aujourd'hui, après avoir dépouillé, dans le cadre de la commission Duclert, les archives militaires de cette époque. »*

Laurent Larcher

<https://www.la-croix.com/Monde/Genocide-Rwanda-nouvelle-polemique-a-tour-commission-Duclert-2020-11-16-1201124906>

SOUDAN

Soudan: des chefs rebelles de retour à Khartoum accueillis par le Premier ministre

Publié le : 16/11/2020 - 15:17Modifié le : 17/11/2020 - 01:55

Texte par : [RFI](#)

Le Soudan tente de tourner la page de la guerre un mois après la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et les principaux groupes rebelles. Ce dimanche, certains chefs de ces mouvements armés sont rentrés au pays. Ils ont été accueillis par le Premier ministre.

Ils étaient des milliers à s'être rassemblés dans le centre de Khartoum pour le retour de ces chefs rebelles. Une foule en liesse chantant pour célébrer l'accord de paix. « *Nous attendions ce jour avec impatience* », a déclaré le Premier ministre Abdalla Hamdok alors qu'il saluait les responsables des différents mouvements armés. Malik Agar, Minni Minnawi, Yassir Arman, Gibril Ibrahim... Tous sont arrivés à Khartoum ce dimanche.

Pour certains, cette visite est la première à Khartoum en près de vingt ans. « *À partir d'aujourd'hui, nous ferons partie du gouvernement de transition*, a déclaré al-Hadi Idris, chef du Front révolutionnaire soudanais, une coalition de groupes

rebelles. *Et nous assumerons les conséquences de sa politique* », a-t-il ajouté. Il a également appelé ceux qui n'ont pas encore signé l'accord de paix à le faire. Deux mouvements rebelles importants sont en effet restés à l'écart... mais ont entamé des discussions. « *Nous sommes venus pour concrétiser l'accord de paix sur le terrain* », a de son côté déclaré Minni Minnawi, à la tête d'une faction du Mouvement de libération du Soudan.

Dès son arrivée, le leader d'une faction du Mouvement pour la libération du Soudan a rappelé aux autorités que les crimes commis au Darfour devront être punis, selon les termes de l'accord. Un rappel alors les autorités de Khartoum ont annoncé il y a quelques jours une amnistie générale, sauf pour ceux accusés de crimes contre l'humanité et génocide.

Les leaders rebelles ont également rencontré [le général Abdel Fattah al-Burhan](#), le chef du Conseil souverain, qui la plus haute instance du pouvoir chargée de superviser la transition.

Ce retour de ces chefs rebelles est perçu comme un premier pas important dans la mise en œuvre de l'accord de paix signé le mois dernier. Les différents partis vont devoir maintenant s'atteler à la formation d'un nouveau gouvernement et d'un nouveau Conseil souverain qui inclura ces chefs rebelles.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201116-soudan-chefs-rebelle-retour-%C3%A0-khartoum-accueillis-le-premier-ministre>

Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour #OsmanKavala !

**Dossier du Collectif VAN - #FreeOsmanKavala ! Liberté pour
#OsmanKavala !** <http://www.collectifvan.org/article.php?r=3&id=97568>

Nota CVAN :

Liberté pour #OsmanKavala en cliquant sur le bandeau animé (colonne de gauche, en-haut des petits bandeaux animés). Le [bandeau #FreeOsmanKavala](#), situé sous chaque visuel de notre site, est un appel du Collectif VAN à libérer Osman Kavala, injustement incarcéré en Turquie depuis le 1er novembre 2017.

RUBRIQUE AGENDA

**RASSEMBLEMENTS-COLLOQUES-EXPOSITIONS-
SPECTACLES-PARUTIONS**

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions

Agenda - Vient de paraître : Ordres de tuer. Arménie 1915, par Taner Akçam - CNRS Editions – Collectif VAN - www.collectifvan.org – Collectif VAN – www.collectifvan.org – Vient de paraître le livre de Taner Akçam "Ordres de tuer. Arménie 1915" aux éditions du CNRS. Taner Akçam est un sociologue et historien turc, professeur au Centre pour l'étude de l'Holocauste et des génocides de l'université du Minnesota, aux Etats-Unis, et auteur de plusieurs livres importants sur l'histoire turque contemporaine, en particulier Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque (Denoël, 2008). "Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier. En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent."

Publié le 30 janvier 2020

CNRS Editions

Taner Akçam

Ordres de tuer. Arménie 1915

24,00€

[\(Disponible en numérique\)](#)

Discipline : Histoire

EAN : 9782271127174

Date de parution : 09/01/2020

Pagination : 328

Format : 15 x 23 cm

Traduit de l'anglais par Gilles Berton

Préface d'Annette Becker

Dès 1915, le gouvernement jeune-turc à la tête de l'Empire ottoman a cherché à présenter l'annihilation du peuple arménien comme un simple projet de déplacement et de réinstallation. À cette fin, des documents accablants ont été très vite détruits et ceux qui ne l'ont pas été sont considérés jusqu'à aujourd'hui par les autorités turques comme des « faux ». Parmi eux figurent des télégrammes de Talaat Pacha et les mémoires de Naïm Efendi, bureaucrate ottoman qui travaillait au bureau des déportations d'Alep pendant les années 1915-1916. Ces documents ont longtemps été controversés, et les historiens, en l'absence de preuves suffisantes, évitaient de les citer. Ce livre rouvre le dossier.

En véritable enquêteur, Taner Akçam s'est en effet lancé dans une minutieuse analyse de ces mémoires et des télégrammes qu'ils contiennent. En comparant les systèmes de codage de ces câbles avec ceux employés dans d'autres documents conservés dans les Archives ottomanes, en étudiant le papier utilisé et la datation de ces pièces à conviction, en regardant de près les signatures, et en confrontant les événements mentionnés par Naïm Efendi avec d'autres sources, Taner Akçam parvient à démontrer qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'authenticité de ces « ordres de tuer ».

Apportant ainsi de nouvelles preuves quant aux plans d'extermination de la population arménienne, ce livre rend aussi manifeste la politique de destruction systématique par le gouvernement ottoman de toutes traces relatives à ces atrocités.

Revue de presse

« En s'appuyant sur l'exploitation de sources inédites, l'historien Taner Akçam porte un coup sévère au discours révisionniste des autorités turques. »

Clément Daniez, **L'Express**, 24 décembre 2019

« Pour faire silence sur l'Histoire, la Turquie a tissé une vaste toile d'allégations qu'Akçam détricote. [...] Akçam a écrit un grand livre, exigeant, sur la vérité et l'Histoire.

François-Guillaume Lorrain, **Le Point**, 2 janvier 2020

Taner Akçam accordait un entretien à Gaïdz Minassian pour **Le Monde des livres**, 9 janvier 2020.

Lire aussi :

Génocide arménien : le déni dynamité (L'Express)

https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/genocide-armeni-en-le-deni-dynamite_2111659.html

Taner Akçam, auteur d'« Ordres de tuer. Arménie 1915 » : « Le déni du génocide des Arméniens est une politique d'Etat » (Le Monde)

https://www.lemonde.fr/livres/article/2020/01/08/taner-akcam-auteur-d-ordres-de-tuer-armenie-1915-le-deni-du-genocide-des-armeniens-est-une-politique-d-etat_6025206_3260.html

Arménie 1915 : les preuves écrites du génocide, enfin (Le Point)

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/sebastien-le-fol/armenie-1915-les-preuves-ecrites-du-genocide-enfin-05-01-2020-2356174_1913.php

URL :

<https://www.cnrseditions.fr/catalogue/histoire/ordres-de-tuer-armenie-1915/>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101393>

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée

Agenda - Vient de paraître « Déconstruction » d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Vient de paraître « Déconstruction », le roman d'Erol Özkoray aux Éditions Thaddée qui lève le voile sur la Turquie, est disponible dès à présent en librairie. Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Publié le 24 octobre 2019

Éditions Thaddée

Déconstruction

Auteur :Erol Özkoray

ISBN :978 2919131747

Prix : 20,00€

Format : 15 x 21cm, 164 pages

Éditions Thaddée

Comment comprendre la Turquie contemporaine au-delà des clichés flatteurs – fidèle alliée de l'OTAN, incarnation modèle d'un islam tolérant – que diffuse à outrance l'une des plus grandes destinations touristiques internationales ? Un immense défi, car comme l'explique le héros de ce roman en partie autobiographique, la Turquie moderne et laïque, fondée par Mustafa Kemal en 1923 sur les ruines de l'Empire ottoman, est bâtie sur toute une infrastructure

de mensonges abyssaux : des origines raciales délirantes mystifiant une race turque autochtone pure, à la négation d'une série de génocides, en particulier celui des Arméniens. Sans oublier leurs immenses biens spoliés, un butin qui a permis de financer en partie la guerre d'indépendance et de constituer de grandes fortunes qui ont perduré.

Dans cette découverte de la Turquie par sa « déconstruction », le lecteur aura pour guide Cem Aren, un jeune journaliste turc formé à l'école française. Il n'aura de cesse de démasquer ces mensonges d'Etat et de lutter pour faire triompher la vérité et la justice. Dans ses tribulations romanesques entre deux villes cardinales, Istanbul et Paris, il nous replonge dans les bouillonnantes années 1970 et 1980, et nous livre toute une série de révélations : la genèse du coup d'Etat de 1980, le nettoyage de toutes les mentions du génocide des Arméniens dans les archives ottomanes, l'affaire iranienne, les « passeports Mitterrand »...

Erol Özkoray, journaliste politique auprès des grands médias turcs et français, auteur de nombreux essais, lutte depuis 30 ans pour la défense des libertés en Turquie. Il est aussi l'un des tous premiers intellectuels turcs à avoir milité pour la reconnaissance du génocide des Arméniens. Élève du lycée francophone Galatasaray, il étudie ensuite à Sciences Po Paris. Harcelé par les tribunaux en Turquie, il réside à Paris et Stockholm.

Avec Déconstruction, il se lance dans un nouveau genre, le roman.

http://www.editionsthaddee.com/livres_41.html

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=101059>

Agenda - Parution/Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde

Agenda - Ahmet Altan/Textes de prison : Je ne reverrai plus le monde - Collectif VAN - www.collectifvan.org - Actes Sud publie pour cette rentrée littéraire le récit de prison du journaliste et écrivain turc Ahmet Altan "Je ne reverrai plus le monde". Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara

suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans. Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Actes Sud

Je ne reverrai plus le monde

Textes de prison

Ahmet ALTAN

Hors collection

Septembre 2019 / 10,0 x 19,0 / 224 pages

traduit du turc par : Julien LAPEYRE DE CABANES ISBN 978-2-330-12566-0

prix indicatif : 18, 50€

Genre : Mémoires, témoignages et autobiographies

Ahmet Altan est romancier, essayiste et journaliste, il était aussi rédacteur en chef du quotidien Taraf jusqu'au 15 juillet 2016. À cette date, la Turquie s'enflamme, des milliers de personnes descendent dans la rue à Istanbul et à Ankara suite à une tentative de putsch. Le lendemain commence une vague d'arrestations parmi les fonctionnaires, les enseignants, l'armée et les journalistes. Ahmet Altan fait partie de ceux-là, il sera condamné à perpétuité, accusé d'avoir appelé au renversement du gouvernement de l'AKP. Ahmet Altan a 69 ans.

Ces textes sont écrits du fond de sa geôle. Poignants, remarquablement maîtrisés, ces allers-retours entre réflexions, méditations et sensations expriment le quotidien du prisonnier mais ils disent aussi combien l'écriture est pour lui salvatrice. Tel un credo il s'en remet à son imagination, à la force des mots qui seule lui permet de survivre et de franchir les murs.

Un livre de résilience exemplaire.

"Je peux écrire n'importe où, le bruit et l'agitation ne m'ont jamais dérangé. D'ailleurs, une fois que je suis plongé dans l'écriture, tout ce qui m'entoure disparaît. Je romps le contact avec le monde extérieur et m'enferme dans une pièce invisible où personne ne peut entrer que moi.

J'oublie absolument tout en dehors du sujet qui m'occupe.

L'une des plus grandes libertés qui puissent être accordées à l'homme : oublier. Prison, cellule, murs, portes, verrous, questions, hommes – tout et tous s'effacent au seuil de cette frontière qu'il leur est strictement défendu de franchir." Ahmet Altan

[Juillet 2019] La Cour Suprême turque casse sa condamnation à perpétuité

Vendredi 5 juillet 2019, la Cour Suprême de Turquie a rendu un nouveau verdict et a annulé en appel les jugements des tribunaux inférieurs. La Cour Suprême a acquitté Mehmet Altan, le frère d'Ahmet, accusé aussi d'avoir participé au putsch, en estimant qu'il n'existait pas de preuves de sa culpabilité.

Elle a cassé les condamnations à perpétuité d'Ahmet Altan, Mehmet Altan et de Nazli Ilicak. Elle a conclu qu'Ahmet Altan et Nazli Ilicak n'avaient pas commis l'infraction de "violation de la Constitution", et n'a retenu contre eux que celle d'"aide à un groupe terroriste sans être membre".

Pour autant, la Cour a rejeté les demandes de remise en liberté d'Ahmet Altan et de Nazli Ilicak.

L'affaire est renvoyée devant la 26e Haute Cour Pénale d'Istanbul.

[Septembre 2018] Hommage à Ahmet Altan : rencontre avec Asli Erdogan

"À vous tous qui êtes rassemblés ici ce soir. Je vous remercie infiniment pour votre amitié.

Je ne sais pas si vous êtes conscients de la force extraordinaire que vous possédez, ainsi réunis, tous ensemble. Une force qui donne à l'homme que je suis, assis dans sa cellule de prison, à des milliers de kilomètres de chacun de vous, une confiance immense, une détermination totale. Celle de résister. Celle de croire à l'espoir. Votre amitié est mon bouclier. Aucune tyrannie ne saura le perforer. Votre amitié me protège.

Soyez certain que je connais la valeur d'un tel cadeau.

Paris me manque. Ses lumières, ses rues, ses sons, ses couleurs. Je ne suis pas certain de revoir Paris.

Alors, si ce soir, en sortant, vous passez près d'un bistro, buvez un verre, pour moi aussi.

Je vous embrasse avec tendresse." Ahmet Altan

La Gazette des Nouveaux Dissidents #25

L'association Les Nouveaux Dissidents organisait le 17 septembre 2019, en hommage à Ahmet Altan, une rencontre exceptionnelle avec Asli Erdogan (écrivaine et journaliste), Aysegul Sert (journaliste, reporter au New York Times), Timour Muhidine (directeur de la collection « Lettres turques » chez Actes Sud).

[Février 2018] Le romancier et journaliste turc, Ahmet Altan, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016 alors qu'il ne fait que dénoncer, depuis plusieurs décennies, toutes les atteintes du pouvoir à la démocratie, Ahmet Altan était incarcéré depuis septembre 2016 à la prison de Silivri (à 70 kms d'Istanbul). Vendredi 16 février 2018, il a été reconnu coupable ainsi que cinq autres personnes dont son frère, le journaliste Mehmet Altan,

d'avoir tenté de « renverser l'ordre prévu par la Constitution de la République de Turquie ou de le remplacer par un autre ordre ou d'avoir entravé son fonctionnement pratique au moyen de la force et de la violence ».

Il a été condamné à la réclusion à perpétuité le vendredi 16 février 2018, par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

[Juin 2019] 1000e jour de prison

"Après le coup d'état manqué de juillet 2016, nous sommes les deux premiers écrivains à avoir été arrêtés sur des chefs d'accusation kafkaïens. La prison à vie a été requise contre nous et nous avons cru d'abord que c'était une blague. Nous avons cru qu'ils nous libéreraient après avoir eu la satisfaction de nous avoir maltraités. Ils m'ont relâchée, mais lui, ils l'ont condamné à perpétuité. Sans preuve, sans faits avérés, c'est purement atroce !

J'appelle tous les écrivains, les éditeurs, les journalistes à être solidaires d'Ahmet Altan et de tous les écrivains, journalistes, jetés en prison ou persécutés." Asli Erdoğan, écrivaine et journaliste turque, arrêtée et emprisonnée pendant cinq mois en 2016.

Ahmet Altan, né en 1950, est un des journalistes les plus renommés de Turquie, son œuvre de romancier a par ailleurs connu un grand succès, traduite en de nombreuses langues (anglais, allemand, italien, grec...). Deux de ses romans sont parus en français, chez Actes Sud : Comme une blessure de sabre (2000) et L'Amour au temps des révoltes (2008).

Son père, le journaliste Çetin Altan, fait partie des 17 députés socialistes qui entrent au Parlement turc en 1967. Pour ses articles, il sera condamné à près de 2 000 ans de prison. En 1974, dans le contexte de « L'Opération de maintien de la paix » (invasion de la partie nord de Chypre par les forces militaires turques), Ahmet Altan s'engage dans le journalisme : très vite, il commence à être connu pour ses articles en faveur de la démocratie. Il publie en 1982 son premier roman (vendu à 20 000 exemplaires) puis devient, en 1985, le rédacteur en chef du journal Günes. Il publie son deuxième roman qui est condamné pour atteinte aux bonnes mœurs et fait l'objet d'un autodafé.

1990 : Devenu journaliste à la télévision, il condamne la guerre et les deux camps, en dénonçant les crimes du PKK Günes et de l'armée turque.

1995 : Il devient rédacteur en chef du journal Milliyet (l'un des plus importants du pays). Sous la pression de l'état-major, le journal le licencie. À la suite d'un article satirique, il est condamné à 20 mois de prison avec sursis. Il est accusé de soutenir la création d'un Kurdistan indépendant.

1996 : Son quatrième roman est un vrai phénomène de librairie, il y aborde les assassinats sans suite judiciaire.

1999 : Avec Orhan Pamuk et Yachar Kemal, il rédige une déclaration pour les droits de l'homme (et des droits culturels des Kurdes) et de la démocratie en Turquie, elle sera signée par Elie Wiesel, Günter Grass, Umberto Eco...

2007 : Il crée le journal d'opposition Taraf, dont il est rédacteur en chef jusqu'à sa démission en 2012.

2008 : Il publie un article, « Oh, Mon Frère » dédié aux victimes du Génocide arménien et se voit inculpé d'insulte à la Nation turque.

2011 : Il reçoit le prix Hrant Dink de la Paix (Hrant Dink est un journaliste arménien assassiné en 2007).

2016 : Il est arrêté en septembre, accusé d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet.

2018 : Il est condamné à la perpétuité aggravée le 16 février par le 26e tribunal pénal d'Istanbul.

2019 : Sa condamnation est confirmée en appel par la Cour Constitutionnelle le 3 mai. Le 5 juillet, la Cour Suprême casse sa condamnation à perpétuité mais rejette sa demande de remise en liberté.

Esprit critique et très en prise avec la société turque, il a été arrêté le 10 septembre 2016 ainsi que son frère Mehmet Altan, également journaliste, accusés d'avoir participé au putsch manqué du 15 juillet 2016. Douze jours plus tard, il est mis en liberté provisoire, mais vingt-quatre heures plus tard, il est de nouveau incarcéré, inculpé « d'appartenance à une organisation terroriste » et de « tentative de renversement de la République de Turquie ».

Ahmet ALTAN

<https://www.actes-sud.fr/catalogue/litterature/je-ne-reverrai-plus-le-monde>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=0&id=100885>

DOSSIERS PERMANENTS

Observatoire du Négationnisme du Collectif VAN

Récapitulatif des principaux faits et articles négationnistes relevés depuis 2006.

SOMMAIRE : <http://www.collectifvan.org/article.php?id=21105>

Ephémérides

La rubrique "Ephéméride" du Collectif VAN a été lancée le 6 décembre 2010. Elle recense la liste d'événements survenus à une date donnée, à différentes époques de l'Histoire, sur les thématiques que l'association suit au quotidien. L'éphéméride du Collectif VAN repose sur des informations en ligne sur de nombreux sites (les sources sont spécifiées sous chaque entrée).

[Les éphémérides du Collectif VAN \(1ère partie\)](#)

[Les éphémérides du Collectif VAN \(2ème partie\)](#)

SITES INTERESSANTS

Visitez notre page de liens : <http://www.collectifvan.org/liens.php?r=7>

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE SITE DU COLLECTIF VAN

Rubrique Info Collectif VAN

Retrouvez toutes les traductions de la presse anglophone ou turcophone dans notre rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Le Collectif VAN met en ligne régulièrement des traductions de la presse anglophone et turcophone. Oeuvres de militants, de sympathisants du Collectif VAN et de prestataires, ou émanant de sites externes (tel celui de la FEAJD), ces

traductions visent à mettre à la disposition du plus grand nombre, les informations essentielles à la bonne compréhension de l'actualité.

Vous retrouverez également dans la **Rubrique Info Collectif VAN** :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

- nos informations ou communiqués de presse, ainsi que ceux de certaines organisations externes.
- le sommaire bi-quotidien de notre Revue de Presse du jour.
- la Revue de la presse turque en français (ni traduite ni commentée de notre part).
- la Revue de la presse arménienne préparée par l'Ambassade de France en Arménie.

Rappel :

Vous avez en haut de page, un module Recherche pour retrouver un article. Attention, le champ de saisie ne doit comporter qu'un seul mot. Essayer de cibler en choisissant plutôt des noms propres, pour éviter un trop grand nombre d'occurrences.

Appel aux dons :

Aidez-nous à poursuivre notre mission d'information et de vigilance !

Envoyez vos dons :

Par chèque bancaire à l'ordre du "Collectif VAN"

A adresser à : Collectif VAN - BP 20083 - 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Votre avantage fiscal :

Si vous êtes imposable, 66% du montant de votre don sont déductibles de vos impôts sur le revenu (de l'année suivante), dans la limite de 20% de vos revenus imposables. Un don de 100€ ne vous coûtera en réalité que 34 €.

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Utilisez au mieux le site du Collectif VAN

Info Collectif VAN - www.collectifvan.org - Le site du Collectif VAN met à jour quotidiennement des dizaines d'articles. Sachez naviguer dans les rubriques !

Rubrique News

Depuis le 20 octobre 2015, la page [News](#) du site www.collectifvan.org a cessé d'être alimentée mais elle constitue une source d'archives pour les informations quotidiennes qui y ont été postées depuis le lancement du site en mars 2006. La revue de presse - collectée 5 jours par semaine par la webmaster du **Collectif VAN** à partir des médias en ligne francophones - est donc à suivre uniquement dans la [Veille-Média](#) du Collectif VAN et sur les réseaux sociaux de notre association très active sur [Facebook](#) et [Twitter](#).

Info Collectif VAN

Toutes les traductions, résumés, informations propres au Collectif VAN sont en ligne à l'accueil dans la Rubrique Info Collectif VAN

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?r=0&page=1>

Tout sur VAN

Mieux connaître le Collectif VAN : rendez vous à la rubrique Tout sur VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=1&page=1>

Tout sur VAN : vous y trouverez également les courriers des lecteurs

Les courriers des sympathisants du Collectif VAN nous font chaud au cœur et nous confortent dans la certitude que notre approche du combat que nous

menons, est juste. Et comme ça fait toujours du bien de relire de temps en temps leurs encouragements et dans la mesure du possible, nous mettons en ligne les mails reçus, du plus récent au plus ancien (en ne gardant que les initiales des sympathisants) :

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=6137>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=2203>

<http://www.collectifvan.org/article.php?r=1&id=538>

Salle de Presse

Tous les articles de la presse française rendant compte des actions réalisées par le Collectif VAN sont en ligne dans la rubrique Salle de presse.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=2&page=1>

Communiqués

Les Communiqués du Collectif VAN se trouvent dans la rubrique Communiqués.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=9>

Actions VAN

Tous les articles présentant les actions organisées et réalisées par le Collectif VAN sont mis en ligne dans la rubrique Actions VAN.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=3&page=1>

Agenda

Les annonces parlant des événements culturels à venir (réunions publiques, manifestations, conférences, concerts, projections de films, expositions, parution d'ouvrages, etc.), sont mises en ligne dans la rubrique Agenda.

<http://collectifvan.org/rubrique.php?r=5&page=1>

Photothèque

De nombreux photos-reportages sont disponibles en ligne dans la rubrique Photothèque

http://collectifvan.org/rubrique_photo.php?r=6

Veille-Media

Toutes les Veilles-Media à télécharger sur :

http://www.collectifvan.org/rubrique_veille.php?r=9&page=1

MEDIAS

Quelques émissions TV & radios

où les citoyens peuvent intervenir

Soyez un citoyen actif et participez aux débats dans les médias.

Quelques coordonnées :

TF1 - 1, quai du point-du-jour 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 12 34 / 0803 809 810 — Fax : 01 41 41 28 40

Internet : www.tf1.fr

France 2 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 98 74

Internet : www.france2.fr

Email : mediateurinfo@france2.fr

France 3 - 7, esplanade Henri-de-France 75907 Paris cedex 15

Tel : 0825 033 333 Fax : 01 56 22 75 02

Internet : www.france3.fr

Email : com@france3.fr

mediateurinfo@france3.fr

Canal + - 85-89 quai André Citroën 75711 Paris cedex 15

Tel : 01 44 25 10 00 Fax : 01 44 25 12 34

Internet : www.cplus.fr

France 5 - 8, rue Marceau 92785 Issy-les-Moulineaux cedex 9

Tel : 01 55 00 74 74 — Fax : 01 55 00 77 00

Internet : <http://www.france5.fr/>

Email : <http://www.france5.fr/contact/>

Ecrivez à Alain Le Garrec, médiateur des programmes sur :

<http://www.france5.fr/contact/W00069/2/71909.cfm>

Arte - 2a rue de la Fonderie 67080 Strasbourg cedex

Tel : 03 88 14 22 55 — Fax : 03 88 14 22 00

Internet : www.arte-tv.com

Email : communication@arte-tv.com

M6 - 89, av. Charles de Gaulle 92575 Neuilly/Seine cedex

Tel : 0825 06 66 66 - Fax : 01 41 92 66 10

Internet : www.m6.fr

CNEWS - 6 allée de la Deuxième DB 75015 Paris

Tel : 01 53 91 50 00— Fax : 01 53 91 50 01

Internet : www.itelevision.fr

LCI - 54 av. de la Voie Lactée 92656 Boulogne cedex

Tel : 01 41 41 23 45— Fax : 01 41 41 38 50

Internet : www.lci.fr

Quelques émissions Radio :

France Inter www.radiofrance.fr

Le téléphone sonne

En semaine de 19h20 à 20h00

Si vous voulez poser une question, témoigner et/ou intervenir à l'antenne...

- le téléphone 01.45.24.70.00 dès 17h
- Internet, en utilisant le formulaire de la page "Pour intervenir".
- le SMS+ pour réagir pendant l'émission, de 19h20 à 20h : sur votre téléphone mobile, saisir le code " TEL " suivi d'un espace, votre question puis valider et envoyer au 6 20 30. (0.35€ par message plus le prix du sms)

Le lundi, mardi, jeudi et vendredi à 19h20, nous vous invitons à réagir sur un thème de l'actualité, à poser vos questions aux invités du téléphone sonne. Vous pouvez également, après la diffusion, réécouter l'émission dans son intégralité.

RMCwww.rmcfinfo.fr

BOURDIN & Co Le 1er show radio d'info

Du lundi au vendredi de 6h à 10h.

Découvrez une nouvelle façon de traiter l'info du matin avec "Bourdin &Co" !
Finis les journaux austères et redondants. Voilà enfin un espace de liberté où
auditeurs, politiques et journalistes sont logés à la même enseigne.

Jean-Jacques Bourdin agite, provoque, polémique, et vos réactions ne se font
jamais attendre! Un ton débridé et sincère pour des échanges parfois musclés
mais toujours respectueux. Pour intervenir : Appelez le 3216 (0,34€/min).

=====

L'association des auditeurs de France Culture

L'association des Auditeurs de France Culture (aaFc), créée en 1984, rassemble
les personnes qui veulent manifester leur intérêt pour cette chaîne de radio dont
les émissions sont écoutées et appréciées au delà de nos frontières.

L'objet de l'association est de regrouper les auditeurs de France Culture pour
favoriser des rencontres et coordonner les actions visant à :

- l'évolution de la chaîne dans le maintien de sa qualité ;
- la préservation de son identité et de sa spécificité ;
- l'amélioration de sa technique et de son confort d'écoute ;
- son ouverture aux différents aspects de la culture ;

- son rayonnement et développement de son influence ;

- sa pérennité.

L'Association se déclare attachée au caractère de service public de France Culture et ne saurait en aucun cas se substituer à lui. Elle se veut pluraliste et indépendante de tout engagement politique, confessionnel, syndical et philosophique.

Association des auditeurs de France Culture

83 boulevard Beaumarchais

75003 Paris

Téléphone : 01 42 09 03 67

Courriel : aafc@free.fr

=====

Collectif VAN

[Vigilance Arménienne contre le Négationnisme]

BP 20083, 92133 Issy-les-Moulineaux - France

Boîte vocale : +33 1 77 62 70 77 - Email: contact@collectifvan.org

<http://www.collectifvan.org>

Les Infos Collectif VAN sur :

<http://www.collectifvan.org/rubrique.php?page=1&r=0>

